

La PROSTITUTION
devant
La LOI, la MORALE et l'HYGIÈNE
Etude critique des principales tendances actuelles

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTÉ de MÉDECINE et de PHARMACIE de LYON

et soutenue publiquement le 4 Novembre 1931

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Jacques SIAU

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Diplômé de Médecine légale et de Psychiatrie

Né le 26 Juillet 1906 à la GARENNE-COLOMBES (Seine)



LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

—
1931

LA PROSTITUTION
DEVANT LA LOI, LA MORALE ET L'HYGIÈNE

La PROSTITUTION
devant
La LOI, la MORALE et l'HYGIÈNE
Etude critique des principales tendances actuelles

THÈSE

PRÉSENTÉE

à la FACULTÉ de MÉDECINE et de PHARMACIE de LYON

et soutenue publiquement le 4 Novembre 1931

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Jacques SIAU

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Diplômé de Médecine légale et de Psychiatrie

Né le 26 Juillet 1906 à la GARENNE-COLOMBES (Seine)



LYON

BOSC Frères, M. et L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

1931

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire	M. L. HUGOUNENQ
Doyen	M. J. LEPINE
Assesseur	M. ROLLET

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CAZENEUVE, ROQUE, LANNOIS, HUGOUNENQ, ROCHET, BARRAL, VALLAS.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. PIC
Cliniques chirurgicales	PAVIOT
Clinique obstétricale et Accouchements	TIXIER
Clinique ophtalmologique	BERARD
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	VORON
Clinique neurologique et psychiatrique	ROLLET
Clinique des maladies des enfants	NICOLAS
Clinique des maladies des femmes	LEPINE (J.)
Clinique d'oto-rhino-laryngologie	MOURIQUAND
Clinique des maladies des voies urinaires	VILLARD
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie	COLLET
Clinique et prophylaxie de la tuberculose	GAYET
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie	NOVE-JOSSERAND
Chimie biologique et médicale	COURMONT
Chimie organique et Toxicologie	GLUZET
Matière médicale et Botanique	FLORENCE
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	MOREL
Anatomie	MANCEAU
Histologie	GUIART
Physiologie	LATARJET
Pathologie externe	POLICARD
Pathologie interne	DOYON
Pathologie et Thérapeutique générales	LERICHE
Anatomie pathologique	FROMENT
Chirurgie opératoire	CADE
Médecine expérimentale et comparée et bactériologie	FAVRE
Médecine légale	TATEL
Hygiène	ARLOING (F.)
Thérapeutique	Etienne MARTIN
Pharmacie et Pharmacologie	X.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	SAVY
	LEULIER
	PIERY

PROFESSEUR TITULAIRE SANS CHAÎRE

Chargé d'un cours de Propédeutique de gynécologie M. CONDAMIN

CHARGES DE COURS COMPLEMENTAIRES

Anatomie topographique	MM. THEVENOT (Léon)
Puériculture et hygiène de la première enfance	RHENTER
Chirurgie expérimentale	TAVERNIER
Applications du radium	NGIER
Stomatologie	TELLIER

AGREGES

MM.	MM.	MM.	MM.
NOGIER	NOEL	ROCHET (Ph.)	CHAMBON
ROCHAIX	DUMAS	WERTHEIMER	CIBERT
RHENTER	DUFOURT	GATE	EPARVIER
MAZEL	DEVIC	BERNHEIM	GUILLEMINE
SANTY	GABRIELLE	DECHAUME	MORENAS
CHALIER (André)	MARTIN (Joseph)	POLLOSSON	REBATTU (Ch.)
CHALIER (Joseph)			

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. NICOLAS, président ; MAZEL, assesseur ;
DUFOURT et GATE, agrégés.



La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

Que nous regrettons son absence en ce jour ! Il sera pour nous l'exemple de la bonté et du désintéressement. Nous garderons de lui, avec un pieux souvenir, une profonde admiration.

A MA MÈRE

Bien faible témoignage de ma tendresse et de ma reconnaissance envers celle qui a su, par ses attentions délicates et son constant sacrifice, atténuer le vide de celui qui n'était plus.

A MA SOEUR

En témoignage de ma profonde affection.

A MON BEAU-FRÈRE

Il nous a toujours donné l'exemple du travail et de la plus franche camaraderie. Il nous a toujours aidé de ses conseils et soutenu par son affection.

A MA PETITE NIÈCE

A MON PETIT NEVEU

A MONSIEUR LOUIS MARIN

*Député de Nancy
ancien Ministre*

A MONSIEUR LE DOCTEUR CARLE

*Médecin Chef du Service Sanitaire de Lyon
Membre de la Commission de Prophylaxie
au Ministère de l'Hygiène*

Il nous a toujours prodigué ses conseils et aidé dans notre tâche. C'est à lui que nous devons d'avoir pu mener à bien notre travail. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

A MONSIEUR LE DOCTEUR LACASSAGNE

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR NICOLAS

Professeur de Clinique dermatologique et syphiligraphique
Officier de la Légion d'Honneur

Pour le très grand honneur qu'il
nous a fait en acceptant la présidence
de cette thèse.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR LEJARS

Professeur de Clinique Chirurgicale
à la Faculté de Paris

A MES JUGES

A MES MAÎTRES

DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE LYON
ET DE L'ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE

LA PROSTITUTION

DEVANT LA LOI, LA MORALE ET L'HYGIÈNE

Introduction

L'objet essentiel de cette thèse est l'étude de la prostitution telle qu'elle existe actuellement, dans ses rapports avec l'ordre social et la santé publique.

Les législateurs, les moralistes et les médecins ont envisagé cette question, chacun d'après leur point de vue, variable suivant les lieux et les époques, et les idées étudiées ou préconçues des dirigeants ou des écoles.

Les pouvoirs publics se sont efforcés, surtout depuis la guerre et à l'étranger, de réunir en un faisceau légal ces dispositions juridiques, éducatives ou sanitaires.

Il faut reconnaître que nous sommes à cet égard très en retard en France, et que, chaque jour, ce manque de législation se fait sentir plus durement.

Chez nous, le statut de la prostitution, si l'on peut employer ce terme, a été d'autant plus attaqué qu'il ne repose sur aucune base légale.

Les abolitionnistes de tous les temps ont eu la partie belle pour critiquer un régime édifié et replâtré à grands coups de circulaires ministérielles et d'arrêtés

municipaux ; et les médecins préposés à la garde de la santé publique ont eu beaucoup de peine à défendre leur point de vue sanitaire contre les idées généreuses mais souvent utopiques ou pratiquement inapplicables des Juristes et des Moralistes.

Il y a, pourtant, dans les conceptions des uns et des autres, d'excellentes suggestions, dont quelques-unes ont déjà fait leurs preuves. Il nous a semblé intéressant de faire une étude critique, mais impartiale de ces principes et de ses arguments, sans cacher le moins du monde que nous parlerons en médecin ; c'est dire que nous mettrons les nécessités sanitaires au-dessus de toutes les autres.

Avec le Professeur Chavigny (1), nous pensons que : « L'hygiéniste n'a nullement à se préoccuper de la valeur morale des procédés à employer dans la lutte contre les maladies, ce qui ne signifie nullement qu'il soit autorisé à user de procédés immoraux. Il vise à une politique de résultats.

« Si, dans certains cas, la morale trouve son bénéfice aux mesures que l'hygiène considère comme efficaces, c'est tant mieux, mais c'est simplement une rencontre heureuse. »

Ce travail comprendra deux parties.

Dans la première, après un historique rapide que nous localiserons aux peuples de civilisation grecque et latine, nous étudierons les deux principales écoles qui se trouvèrent en présence au cours du xix^e siècle.

(1) *L'interprétation des statistiques en médecine.* (Concours médical, 22 février 1931.)

Dans la seconde partie nous passerons en revue les tendances actuelles d'après-guerre : Juristes, moralistes, néo-réglementaristes ; et les principales réformes tentées pour résoudre cette question, tant en France qu'à l'étranger.

Nous concluons en cherchant quelle solution nous semble la plus compatible de nous donner satisfaction et nous ne pourrions avoir de plus bel exemple que le service sanitaire de Lyon, dirigé par M. le Docteur Carle, qui en est l'organisateur et l'animateur, et qui a donné, depuis son établissement, les plus heureux résultats.

PREMIÈRE PARTIE

La prostitution dans l'histoire

CHAPITRE PREMIER

Définition de la prostitution

1° *La prostitution, mal inévitable.* — 2° *Une définition de la prostituée. Définition légale. Définition morale.* — 3° *Causes de la prostitution.*

1° LA PROSTITUTION, MAL INÉVITABLE. — La prostitution naquit avec l'humanité, elle naquit avec le vol, avec le crime, elle naquit avec la jalousie et la guerre et, sans aucun doute, ne disparaîtra qu'avec eux.

La femme, poussée par un naturel désir de plaire, connaissant bien l'attrait de ses charmes, fut amenée bien vite à faire commerce de son corps.

Peu à peu, à mesure que les conditions sociales se modifiaient et que la complexité des besoins les rendait plus difficiles à satisfaire, la paresse, le goût du plaisir, et aussi l'exigence masculine, ne firent qu'accroître le nombre de celles qui mettaient tant de prix à l'abandon momentané et tout factice de leurs faveurs.

A l'heure actuelle c'est un chiffre considérable qu'il faudrait inscrire, si l'on voulait compter toutes celles, à quelque degré que ce soit, qui viennent tirer subsistance de cette insalubre profession. C'est avec angoisse que l'on voit s'augmenter chaque jour le danger qu'elles font courir à la société.

Nous ne pouvons en rien supprimer la prostitution, il nous faut nous contenter de l'endiguer et tâcher le plus possible de réparer ses méfaits. Si nous voulons qu'elle disparaisse, c'est la société tout entière qu'il faut changer, c'est la nature humaine elle-même.

2° DÉFINITION DE LA PROSTITUÉE. — Les plus anciennes traditions romaines permettent de donner une définition de la prostituée et le « *Palam, sine delectu, pecunia accepta* » est bien encore la définition la plus exacte que nous possédions et à la fois la plus concise.

Mais le mode de vie de notre société actuelle, le peu de rapports qu'ont entre eux les habitants d'une même cité, ont fait rechercher ce qui pouvait extérieurement caractériser ces dames et les rendre accessibles aux lois.

Deux définitions ont été proposées dans des textes officiels. L'une, dans un message adressé par le Directoire exécutif au Conseil des Cinq-Cents, s'exprime ainsi :

« Récidive et concours de plusieurs faits légalement constaté, notoriété publique, arrestation en flagrant délit prouvé légalement par des témoins autres que le dénonciateur ou l'agent de police, voilà sans doute les circonstances qui vous paraîtront caractériser cette honteuse et criminelle profession. »

L'autre, circulaire du Ministre de l'Intérieur du 1^{er} juin 1919, relative à la prophylaxie des maladies vénériennes.

Est prostituée : « Toute femme qui se livre à tout venant et sans choix, moyennant rémunération pécuniaire. Qui fait notoirement métier de son corps. Qui reçoit chez elle ceux qui s'y présentent. Qui se rend habituellement dans les hôtels et les garnis avec des hommes différents. »

De ce qui précède et des nombreuses circulaires qui s'y rapportent, quatre conditions semblent indispensables pour caractériser la prostitution.

1° Le commerce charnel.

2° Habituel.

3° Mercenaire.

4° Sans choix.

En attachant au quatrième terme une importance toute relative. Le choix de ses partenaires n'implique pas, bien loin de là, la parfaite honorabilité d'une dame.

Rassemblant les éléments précédents, il nous paraît possible de considérer comme prostituée :

Toute femme qui, *habituellement et sans choix*, a des *relations sexuelles, moyennant paiement* ; qui, raccolant les passants, attire l'attention par ses propos ou par des gestes obscènes, *trouble la paix de la rue*, est surprise *plusieurs fois* au moment où elle essaye d'entraîner des hommes chez elle, et qui n'a *d'autres ressources* que celles qu'elle met au prix de ses faveurs.

3° DÉFINITION MORALE DE LA PROSTITUÉE. — Si, quittant le point de vue des Juristes, nous considérons le côté moral, nous serons étonnés du nombre de femmes qui, sans tomber sous le coup de la loi, n'en sont pas moins des prostituées et constituent de terribles agents de propagation des maladies vénériennes.

Ne sont-elles pas des prostituées celles qui, sans interrompre une occupation quelconque, parfois très honorable, employées de magasin, ouvrières, se laissent facilement et très fréquemment détourner de leur chemin habituel pour augmenter aisément leurs ressources personnelles ? Il n'est pas même jusqu'aux femmes mariées qui, pour assouvir un goût de luxe disproportionné avec le revenu conjugal, vont chercher dans de fréquents rapports extérieurs de quoi satisfaire ce besoin de dépenses.

Au point de vue moral, Abraham Flexner caractérise celle qu'il appelle la débauchée par trois éléments :

1° *Le trafic*, qui peut d'ailleurs impliquer l'usage de cadeaux aussi bien que celui de l'argent.

2° *La promiscuité*, qui peut être voulue.

3° *L'indifférence émotionnelle*, condition, d'après Flexner, essentielle. Celle-ci nous paraît bien difficile à mettre dans une loi, car sa vérification dépasserait de bien loin, il nous le semble du moins, les capacités de beaucoup de tribunaux qui, en l'espèce, seraient obligés de se déclarer incompétents.

Toutes ces prostituées, telles que nous venons de le voir, peuvent se ranger en deux groupes bien distincts au point de vue de leur situation vis-à-vis de la police : les inscrites, les moins nombreuses, et l'immense classe des clandestines.

Nous laisserons de côté ces définitions de l'inscription, inscription volontaire ou d'office, ce qui dépasserait le cadre de notre thèse, pour étudier les causes de la prostitution.

4° CAUSES DE LA PROSTITUTION. — Elles peuvent être envisagées sous un double point de vue : celui de l'homme qui demande, celui de la femme qui offre. Nous ne considérerons ici que le second, les causes de la demande masculine étant très variables.

La prostitution ne s'exerce pas de la même façon dans tous les pays du monde, et, nous irons plus loin encore, elle n'est pas semblable à Paris et en province, elle diffère même entre Marseille et Lyon.

M. le Docteur Bénéch, de Nancy (1), après une enquête approfondie faite avec beaucoup d'esprit scientifique et se servant comme moyen d'enquête du questionnaire individuel, arrive aux résultats suivants :

Laissant de côté l'instinct génésique et la perversion naturelle, il attribue à l'éducation familiale, aux mauvaises fréquentations et surtout à la situation de la femme dans la société un rôle prépondérant.

1° *Influence de l'éducation familiale.*

Elle passe avant toute autre considération. Sur 1.000 prostituées, 363 seulement ont leur père et mère dans une situation habituelle normale, bien que, parmi ceux-ci encore, un grand nombre soit alcoolique ou que le ménage, bien que régulier, soit loin de pouvoir être donné en exemple.

(1) *Causes de la prostitution*, la prophylaxie anti-vénérienne. (Décembre 1919, N° 12, p. 712.)

Par contre, la plus grande partie est issue de parents divorcés, séparés, ou recrutée parmi des orphelines, soit 637 pour 1.000, à peu près les 2/3 dans une situation anormale.

2° *La situation de la femme dans la société.*

Il est bien évident que le métier d'une femme peut l'entraîner et la faire verser petit à petit dans la prostitution.

M. le Docteur Bénech cite quatre usines de Nancy où toute fille qui y entre devient débauchée, pour deux raisons se complétant : l'infériorité des salaires et l'influence des contremaîtres et contremaîtresses et aussi du milieu de recrutement des anciennes ouvrières qui sont de moralité très suspecte.

Sans parler des filles de brasseries, des entraîneuses de dancing et des couturières.

Sur 1.000 prostituées, on note 348 domestiques ou filles de salles et 136 couturières ou modistes.

3° *Les mauvaises fréquentations.*

Il nous paraît inutile de montrer l'importance de cette dernière cause dont l'influence saute aux yeux de tous.

Le défaut d'éducation familiale, la sollicitation constante des hommes, l'infériorité du salaire féminin poussent les femmes vers ce triste métier, et surtout la difficulté de vivre pour une femme seule, dans notre société d'après-guerre, à laquelle s'applique encore mieux ce que disait il y a bien longtemps Parent-Duchatelet :

« Que l'on compare surtout le prix de leur travail à

celui de leur déshonneur, et l'on cessera d'être surpris d'en voir un si grand nombre tomber dans un désordre pour ainsi dire inévitable. On se demande, en voyant ces tristes résultats, si la société s'est assez occupée du sort des femmes, cette partie d'elle-même si digne de sa sollicitude et qui exerce une si grande influence sur tout ce qui regarde le mécanisme d'un Etat. Pour moi, je ne le pense pas, je crois que sous ce rapport il nous reste à opérer un grand nombre d'améliorations. »

— —

CHAPITRE II

Historique

La prostitution en Grèce et à Rome

La prostitution sacrée. — Lois de Solon. — Maisons de prostitution. — Prostitution libre.

DIVISION. — Telle que nous la connaissons de nos jours, la prostitution est décrite dans la Genèse et dans les autres livres saints. Elle existait du temps des patriarches et des prophètes, plus de vingt siècles avant l'ère chrétienne.

Le Docteur Edmond Dupouy, auteur de la *Prostitution dans l'Antiquité*, considère trois périodes dans son évolution :

1° La période de la prostitution hospitalière, c'est-à-dire de la concession à titre plus ou moins gracieux de la femme à l'hôte que le hasard amène dans la hutte de l'homme primitif.

2° L'époque de la prostitution sacrée.

3° L'époque de la prostitution légale, qui tolère et sanctionne au nom de l'hygiène physique et morale le commerce impudique du genre humain.

Nous aurions pu prendre pour notre historique des exemples dans toutes les civilisations anciennes, nous avons cru bon de nous limiter aux deux qui nous sont le plus proches et nous ont laissé le plus de souvenirs et de coutumes : les Grecs et les Romains.

LA PROSTITUTION CHEZ LES GRECS. — Chez les Grecs, la prostitution fut d'abord considérée comme un acte sacré. C'était le culte des divinités païennes, du phallus et du priape, avec leurs cérémonies obscènes et leurs mystères érotiques. C'était la vierge déflorée par le phallus du prêtre ou celui de la statue, c'était le trafic même du corps des filles au profit des autels.

Mais doués d'un tempérament artistique et passionné, les Grecs, que ces mœurs avaient conduits aux pratiques les plus honteuses, ne purent s'en accommoder longtemps.

Sous l'influence de l'opinion, le grand réformateur d'Athènes, le sage et légendaire Solon, pour canaliser le cours de ce honteux trafic de l'amour, organisa légalement la prostitution. On peut s'étonner de cette mesure, mais il la prit pour préserver l'honneur des femmes et pour prévenir l'accroissement de la pédérastie chez les jeunes gens, qui avait pris, à cette époque, un développement considérable.

Il acheta des esclaves asiatiques et les enferma pour servir à la prostitution dans des établissements publics qu'il fit construire. On les appela : « Dictæria ». Il en confia la direction à des fonctionnaires qu'on nom-

ma : « Pornotropos », chargés de la comptabilité de l'établissement vis-à-vis du trésor public et de percevoir la taxe imposée à chaque fille.

A côté de ces établissements se rapprochant de nos maisons closes actuelles, le régime légal institué par Solon comptait aussi des prostituées libres, appelées « Dictériade », reléguées dans le faubourg du Pirée, ne pouvant exercer leur profession que sous la menace de dures sanctions, si elles ne suivaient le règlement à la lettre.

Toute une série de lois furent édictées par la suite pour la protection de la femme et du foyer.

Cette dure réglementation, appliquée avec la dernière rigueur, eut un effet bienfaisant et, pour s'en rendre compte, il suffit de remarquer ce qui se passait à Sparte à la même époque, où la licence ne connaissait ni pudeur ni frein.

Mais toute cette sage organisation de Solon ne résista pas à sa mort et, après lui, reparurent l'indécence et la liberté des mœurs. A nouveau, courtisanes et hétaires devaient, jusqu'à la décadence du peuple hellénique, faire leur commerce sans aucune restriction et entraîner les Grecs à la débauche la plus complète.

LA PROSTITUTION A ROME. — A Rome, aussi bien pendant le temps de sa plus grande splendeur jusqu'à la chute de l'empire, la prostitution tint une place considérable.

Cicéron admettait la prostitution comme un fait social universel.

« Si quelqu'un pense qu'il faille défendre à la jeunesse tout commerce avec les prostituées, je ne puis nier que celui-là est très sévère. Mais, en condamnant la licence de notre siècle, il condamne aussi la coutume de nos ancêtres et leurs concessions. Quand donc, en effet, s'en est-on abstenu ? Quand l'a-t-on blâmé ? Quand ne l'a-t-on pas permis ? (Cic. Orat, pro. coel XX). »

Les poètes aussi se font les défenseurs de la prostitution. N'est-elle pas, d'après eux, le régulateur de la vie sociale ? N'est-ce pas elle qui, sans risque, sans déshonneur, assouvit les désirs brutaux que sent monter en elle une jeunesse débordante de santé et de vie. Horace même, dans une satire, en fait une garantie du mariage :

« Un homme sortait un jour d'un lieu de débauche. Courage, lui dit Caton dans sa divine sagesse, car sitôt que l'âcre luxure a gonflé leurs veines, c'est là que doivent aller les jeunes gens, au lieu de poursuivre les femmes d'autrui. »

Tout comme dans notre civilisation, il existait dans la Rome ancienne des prostituées groupées dans des maisons spéciales et des prostituées libres.

Ces dernières ne pouvaient comme elles le désiraient faire commerce de leur corps et il en fut des courtisanes de l'antiquité comme de celles de notre époque. Quand une femme voulait s'engager dans cette triste profession, elle devait se rendre chez les Ediles et se faire inscrire. En général le nom de l'inscription différait de leur nom propre et c'est sous le couvert d'un surnom qu'elles se livraient aux passants. Surtout,

cômmе il s'est vu assez souvent, si ces femmes étaient issues de familles libres et même, dans certains cas, de la plus haute aristocratie.

Ce ne furent, cependant, que des exceptions et les prostituées furent recrutées la plupart du temps dans le monde des esclaves. A Rome, on alla même jusqu'à créer dans le temple de Vénus un marché spécial pour ce trafic, marché qui était le rendez-vous de toute la société élégante.

« *Quia apud ædem Veneris hodie est mercatus meretricius. Eo conveniunt mercatores, ibi ego me ostendi volo.* »

(Plaut. *Poenul.* 305.)

« Parce que l'on tient aujourd'hui dans le temple de Vénus le marché des prostituées, c'est le rendez-vous des acheteurs, je veux m'y montrer. »

Comme nous l'avons dit précédemment, à côté de ces prostituées à qui l'on avait, comme l'avait fait en Grèce Solon, réservé des rues, des quartiers, il existait dans certains endroits de Rome des maisons de prostitution.

Appelées tantôt « *Lupanaria* » (de Lupa-Louve : surnom donné dans l'antiquité la plus reculée aux femmes qui se prostituaient), « *Fornices* » (de Fornix : voûte, car ces femmes se tenaient sous les poternes voûtées des remparts); « *Cellae* » ou encore « *Consistorium libidinum* ».

Ces maisons étaient situées dans de petites ruelles tortueuses, à la périphérie de la ville.

A leur côté, il y avait les « *Meritoria taberna* » (auberge-lupanar), qui correspondraient très bien à nos actuelles boîtes de nuit.

La législation romaine s'occupa beaucoup du sort des prostituées. Sous le règne de Justinien, des lois sévères les régissaient. Toutes les lois furent prohibitives, les peines excessives, les amendes exorbitantes. On ne procédait que par la confiscation des meubles, des vêtements et même de la maison. On condamnait au fouet, au bannissement, aux mines et même à la peine de mort.

Les prostituées ne pouvaient ni tester, ni témoigner en public. On leur ôtait la jouissance et la gestion de leurs biens, on les privait de la tutelle de leurs enfants; elles étaient, en un mot, dans un véritable état de mort civile.

Tout, dans cette législation draconienne, annonçait de bonnes intentions, mais une ignorance complète de ce qui regarde les mœurs et les habitudes des prostituées.

Nous verrons, dans le chapitre suivant, comment ces lois, après avoir servi de base à celles de nos premiers rois, s'adoucirent peu à peu tout au long de notre histoire.

CHAPITRE III

Historique de la prostitution en France

1° *Le code Alaric.* — 2° *Lois de Charlemagne.* — 3° *Premier essai de tolérance par Saint-Louis.* — 4° *Les ordonnances qui suivirent la loi de Saint-Louis.* — 5° *Ordonnance des Etats d'Orléans. 1560. Abolition totale.* — 6° *Ordonnance royale de 1694. Premier essai de législation.* — 7° *Ordonnance de Louis XIV (1713) et du Lieutenant de Police Lenoir (1778).* — 8° *La Révolution.* — 9° *De la Révolution à nos jours.*

LE CODE ALARIC. — Notre pays, conquis par les Romains, il n'est pas étonnant de retrouver dans les lois gauloises tous les principes des lois romaines.

Le premier, le code Alaric s'inspira des textes des Césars, les dépassant même dans sa brutalité et sa sévérité excessive. Rien n'était oublié et, si la prostituée recevait 300 coups de fouet, le maître qui en profitait ou le juge qui se serait laissé aller à de la faiblesse envers elle, avaient aussi leur part.

Cette sévérité rendit la loi inapplicable. Les Seigneurs libres dans leurs fiefs, le clergé gorgé de richesses, se complaisaient, sans aucune entrave, au dérèglement le plus absolu.

Charlemagne essaya de réagir et fit appliquer avec une rigueur sans égale le code Alaric. Cela ne dura pas et, de nouveau, la Cour continua à donner l'exemple du plus odieux libertinage.

PÉRIODE DE LIBERTÉ SURVEILLÉE. — Peu à peu, nulle peine ne fut plus même appliquée et la prostitution s'étala au grand jour. Elle devint même profession reconnue et les filles publiques formèrent une corporation qui eut, comme toute autre, ses droits et ses privilèges, et, chaque année, fêta sa patronne, sainte Madeleine, en une procession solennelle.

A Toulouse existait depuis longtemps un lieu de débauche, reconnu et protégé par les Capitouls, qui en percevaient l'impôt. Il s'appelait le Châtel Vert. La prostitution était autorisée, mais dans ce lieu seul, et toute concurrence était sévèrement punie. Toute femme qui se livrait à la prostitution et ne faisait point partie du Châtel Vert était immédiatement arrêtée. Elle était, soit plongée dans la Garonne et retirée après cette bonne baignade, soit promenée sur un âne, la tête tournée vers la queue de l'animal et portant un écriteau où était écrit : « Maquerelle publique ». Après avoir fait toutes les rues de la ville dans cette désagréable position, elle était marquée d'un fer rouge et bannie.

ORDONNANCES DE SAINT-LOUIS. — Les ordonnances de Saint-Louis de 1254 et de 1259 renouvelèrent les prohibitions.

Mais la rigueur même de ces ordonnances ne fit que rendre plus grands les désordres qu'elles voulaient empêcher.

En peu de temps, le désordre fut à son comble et Saint Louis, voyant l'inutilité de ses efforts, dut se décider à composer avec la prostitution. C'est alors que, le premier en France, il instaura d'une manière officielle un régime de tolérance et permit l'exercice de la prostitution dans des lieux spéciaux.

Il est étonnant de remarquer que deux législateurs connus par leur sagesse, Solon d'une part, et Saint-Louis, le roi pieux vénéré de l'Eglise, furent les premiers à tolérer la prostitution, pensant qu'il vaut mieux régulariser ce mal que l'on ne peut détruire et qui est cause de tant de scandales.

C'est à partir de ce moment qu'on vit alors s'établir le régime de tolérance qui eut cours pendant de nombreuses années dans beaucoup de provinces.

DE SAINT-LOUIS AUX ETATS D'ORLÉANS. — La tolérance légale continua en France pendant trois siècles après son établissement par Saint-Louis et toutes les ordonnances de l'époque ne font que le prouver, principalement la lettre patente de Charles VII donnée à la requête des Capitouls de Toulouse à l'effet d'établir le bon ordre et la perception régulière d'un impôt dans une maison publique.

Toutes les décisions qui furent prises par la suite convergèrent vers trois buts principaux, comme le

montre Boiron dans son Hlistorique de la prostitution.

1° La localisation des prostituées en certains endroits ;

2° Leur distinction d'avec les femmes honnêtes par le port de costumes spéciaux ;

3° La lutte contre les proxénètes.

Les ordonnances de Saint-Louis avaient déjà assigné aux filles publiques l'usage de certains quartiers à l'exclusion de tout autre. On fit en sorte de les y enfermer plus encore.

Ce fut l'amende ou la prison, si on les surprenait en dehors de leurs endroits réservés ou dans des demeures particulières. Les heures d'entrée et de sortie des rues furent fixées et malheur à quiconque ne les eut point suivies. La police y pénétrait quand elle le voulait et devait y faire régner le bon ordre et la sûreté.

Pour protéger la femme honnête, pour lui permettre de n'être en proie à aucune vexation, on mit dans l'extérieur même de la prostituée une marque pour la différencier. Certains habits leur furent interdits, comme les dorures, broderies, manteaux fourrés. L'on voulut plus encore et Charles VI leur assigna le port d'un insigne, tantôt aiguillette rouge, tantôt brassard variant suivant les époques et les régions, afin qu'il « y ait différence entre femme de bourdeau et une honneste femme ».

Les proxénètes furent, eux aussi, sévèrement punis et c'est avec une rigueur des plus implacables que les ordonnances royales combattirent les « Maquereaux et rufians », leur donnant des peines d'amendes, de fouet avec la marque et, à la limite même, la peine de mort.

Malgré ces lois et la rigueur théorique qu'elles expriment, la licence des mœurs était sans égale ; l'exemple de la débauche venait d'en haut et l'on put voir les princes les plus nobles passer leur vie de compagnie avec les filles, le roi lui-même ayant en son palais ses « prostituées royales ».

Le clergé, qui ne craignait aucune peine, se complaisait en des orgies sans nom, à tel point que ce furent les chanoines de Saint-Méry eux-mêmes qui s'opposèrent à l'exécution d'une ordonnance qui, faisant droit aux nombreuses réclamations des paroisiens de Saint-Méry, faisait expulser les filles de joie des rues avoisinant l'église.

A cette débauche, mal moral, vint s'ajouter, à la fin du xv^e siècle, l'apparition d'une maladie terrible qui se propagea rapidement à toutes les classes de la société : la Syphilis.

Le 6 mars 1496 paraissait un premier arrêt du Parlement concernant les malades de « Grosse Vérole », d'une sévérité que seule peut expliquer la terreur que causa l'apparition de cette maladie et qui fut, si l'on en croit l'auteur, plus forte que la peste.

EDIT DES ETATS D'ORLÉANS. — En 1560, on en revint à une prohibition complète. Un édit rendu par les Etats d'Orléans, dans le mois de janvier, décida que seraient supprimés les lieux de prostitution dans toute l'étendue de la France. Cet édit ne fut pas accepté sans lutte et, en maint endroit, les prostituées résistèrent de toutes leurs forces, à tel point que ce ne fut que dix ans après, en 1570, que l'on put, après maints échecs, faire fermer les dernières maisons de Paris.

Cette abolition n'eut pas les effets que l'on en attendait et la prostitution n'en continua pas moins. Une multitude de lieux secrets, plus pernicieux que ceux que l'on venait de détruire, s'ouvrirent pour les remplacer.

Et, pour rappeler une phrase de Parent du Chatelet :
« Ainsi le mal inhérent à la prostitution est toujours le
« même, sa force irrésistible a de tout temps fatigué
« ceux qui ont voulu employer la violence pour la
« comprimer ; il n'a cédé qu'aux esprits sages, qui se
« sont contentés de le diriger et d'opposer des digues
« à ses envahissements et à ses excès les plus révol-
« tants. »

L'ordonnance de 1560 fut appliquée jusqu'à la fin du xvi^e siècle. C'est en 1684 que remonte le premier essai de législation, telle que nous la trouvons de nos jours.

Le 20 avril 1684, une ordonnance royale créa le système de détention des filles, leur envoi à l'hôpital pour leur traitement et pour la première fois, on individualise, nettement, le « scandale de prostitution publique ».

Le Lieutenant de Police, tout-puissant, poursuivait, prononçait les sentences et veillait à leur exécution en dernier ressort.

Cette autorité du Lieutenant de Police, les erreurs à laquelle elle aboutit, parfois même les scandales et les injustices, motivèrent des plaintes, des réclamations. Aussi Louis XIV, le 26 juillet 1713, rendait-il une nouvelle ordonnance qui est remarquable par les précautions conservatrices de la liberté qu'elle exige.

Elle crée le cas de prostitution publique, de Maquerellage, de débauche clandestine.

L'ordonnance de 1713 n'eut sur la prostitution qu'un effet transitoire. Comme de tout temps, cette ordonnance n'eut pas plus d'effet sur les mœurs que les précédentes.

La Police n'intervenait que par crise, faisant, par instant, des rafles monstres qui envoyaient les filles par centaines à la Maison de Force, puis tout se calmait et la prostitution s'étalait à nouveau en toute liberté, sous l'œil indifférent de la police.

ORDONNANCE DU LIEUTENANT DE POLICE LENOIR.
16 NOVEMBRE. — Voulant de nouveau réagir, le Lieutenant de Police Lenoir faisait, en 1778, une nouvelle ordonnance. Celle-ci n'est pas abrogée à l'heure actuelle et c'est sur elle que s'appuie encore l'administration chaque fois qu'il s'agit de légaliser les mesures énergiques qu'elle doit prendre dans l'intérêt général.

Pour donner une idée des résultats qu'eut cette ordonnance, il nous suffit de reproduire ici les lignes suivantes de Parent-Duchatelet :

« Cette ordonnance eut le sort de toutes celles qui
« ne sont pas en harmonie avec les habitudes et les
« besoins de la classe pour laquelle elles sont faites,
« ou qui prescrivent des choses impraticables ; elle
« n'améliora pas les mœurs et ne diminua pas le scandale. D'après quelques notes que j'ai trouvées dans
« les archives de la Préfecture de Police, les rues et
« les promenades restèrent encombrées de prostituées,
« les filles se montraient comme auparavant à leur

« fenêtre dans un état complet de nudité et dans les
« rues rien n'égalait l'indécence de leurs postures et
« de leur mise. »

DE LA RÉVOLUTION A NOS JOURS. — C'est à ce moment qu'arriva la révolution. A partir de la loi du 22 juillet 1791, comme on ne parlait pas d'elles, les prostituées furent émancipées et libres de leurs actions.

Il s'ensuivit une licence effrénée et un scandale sans exemple ; le mal parvint à un tel degré de gravité que, à la Convention, il s'éleva des voix pour se plaindre.

Le Directoire, en 1796 (17 Nivôse, an IV), envoya un message aux Cinq-Cents qui ne fut même pas discuté, malgré la nomination d'une commission. Cet état de choses dura jusqu'à l'an VIII, à la création de la Préfecture de Police.

Dès l'organisation de cette nouvelle institution, la plupart des commissaires de police adressèrent des messages à leur nouveau chef, dans le but de lui démontrer la nécessité de pourvoir à l'insuffisance des lois pour la répression de la prostitution.

L'administration avait, pendant ce temps, à la fois accru sa puissance, pris de l'énergie et, forte de l'appui de l'opinion publique, fait seule ce que le Gouvernement délaissait complètement.

Depuis ce moment jusqu'à l'époque actuelle, c'est toujours au nom de la nécessité et en procédant par

voie administrative, que l'on a dirigé les prostituées, soit pour les règlements, l'inscription ou le service sanitaire.

Mais ce qui frappe c'est que, malgré que rien n'ait entravé ces décisions, un sentiment intérieur lui a toujours dit qu'elle employait des moyens illégaux, aussi la préfecture de police réclama-t-elle sans cesse cette loi qui dûl l'investir des pouvoirs qui lui manquaient.

Les projets furent nombreux : en 1811, un projet d'ordonnance impériale, repris en 1816, qui fut rejeté par le ministre de la police générale au nom des pouvoirs donnés par l'article 484 du Code Pénal.

En 1819, on essaya de réunir un projet d'ordonnance royale, qui ne fut jamais adressé au ministre.

Enfin, en 1821, une élaboration de loi ne fut même pas achevée, et depuis cette époque il n'a plus été question de rien. On s'appuie sur la force de l'habitude.

Après la guerre, la nécessité de cette loi s'est montrée accrue. Déjà, certaines municipalités ont voulu, selon leurs tendances personnelles, réaliser elles-mêmes ce dont le Parlement s'était désintéressé.

Strasbourg et Colmar, il y a quelques années ; plus récemment Grenoble, ont, au nom de la Morale, supprimé les maisons closes, danger public et source de maladies vénériennes (1).

(1) M. le Maire de Nancy vient de prendre un arrêté dans le même sens.

Dans un esprit médical très élevé, et sous l'impulsion de directeurs éclairés, le service sanitaire de Lyon est arrivé, par un effort continu de longues années, à un fonctionnement modèle et à diminuer, dans de notables proportions, la syphilis.

Il n'en est pas moins vrai que tous ces efforts et ces expériences doivent servir de base à la loi qui nous fait tant défaut.

CHAPITRE IV

Principales tendances qui occupèrent durant le cours du XIX^e siècle les congrès. — Idées principales. — L'abolitionnisme. — La réglementation policière.

De cet historique, dans lequel nous nous sommes tenus à l'étude des diverses mesures qui furent prises contre la prostitution durant les siècles qui nous ont précédés, deux conclusions peuvent aisément être tirées :

La première est que, si loin que l'on puisse remonter dans la littérature et dans l'histoire, nous trouvons des traces de l'existence du trafic du corps de la femme.

La seconde est que, chaque fois qu'un gouvernement a voulu, par des mesures absolues, supprimer la prostitution, le scandale en a été si grand qu'il a fallu bien vite composer avec elle.

Selon en Grèce, Saint-Louis en France, sont les deux premiers à avoir eu, devant ce péril, la seule attitude qu'il soit possible de prendre : la tolérance surveillée.

La Révolution, en supprimant toute législation, en

laissant le champ libre aux filles de joie, amena, nous l'avons vu, une débauche sans précédent. Aussi se produisit-il très vite une réaction.

La masse des gens éclairés qui avait eu devant ce danger une attitude indifférente se groupa pour la lutte. Des congrès où des professeurs, des hygiénistes et des médecins se cotoyaient, se réunirent. Deux tendances, dont nous allons montrer l'évolution, se firent jour au nom de principes moraux et de protection sanitaire du pays : l'abolitionnisme et le réglementarisme.

Le réglementarisme est une idée française née au lendemain des luttes de l'Empire. Elle fut consacrée officiellement en 1825. La Société Belge des Sciences naturelles et médicales amorce à cette date une campagne en vue d'obtenir l'extension de la réglementation sanitaire de la prostitution en Europe.

En 1835, le Congrès médical belge prend une résolution dans ce sens.

Puis les congrès se succèdent rapidement et :

en 1841, le même vœu est émis à Marseille ;

en 1843, à l'Académie de Médecine de Bruxelles ;

en 1852, un congrès international d'hygiène réuni à Marseille ;

en 1856, le gouvernement belge élabore un projet de loi tendant à la réglementation ;

puis vient l'Angleterre en 1864-1866.

Un congrès international de médecine, tenu à Paris en 1867, reprend la question de l'application universelle de la réglementation.

Puis ce sont :

1869, congrès de Florence ;

1871, congrès de Rome ;

1873, congrès de Bordeaux et de Vienne.

La réglementation fit rapidement d'énormes progrès et conquit très vite les esprits. C'est à peu près vers cette date que naquit en Angleterre, après la promulgation des fameux « contagious diseases acts », votés en 1864, le mouvement abolitionniste.

Très éprise de la liberté individuelle, Mme Joséphine Buttler constitua une « Association nationale des dames anglaises » qui devait devenir en 1875, par l'extension du mouvement à d'autres nations, « La Fédération abolitionniste internationale ».

Ce fut à Genève qu'elle se réunit la première fois, du 17 au 22 septembre 1877. Elle définit dans ce congrès ses doctrines, son but, augmenta sa cohésion par l'adhésion de groupements nouveaux.

Sous l'influence de multiples pétitions, d'une action vigoureuse, elle remportait, en 1884, une éclatante victoire qui fut la suspension des « Contagious diseases acts » et, en 1886, leur suppression définitive.

Sous l'assaut de cette force nouvelle, les congrès furent bouleversés ; la réglementation, qui avait jusque-là été la seule doctrine européenne, perdit rapidement du terrain.

Durant toute la durée du xix^e siècle et jusqu'à la veille de la guerre, les esprits furent divisés entre ces deux doctrines ; alors que les principaux Etats européens abandonnaient la réglementation, la France l'adoptait d'une façon presque définitive.

Nous allons examiner successivement ces deux théories en nous servant des principaux arguments de leurs partisans.

I. — L'ABOLITIONNISME

En nous aidant d'une brochure de Henri Minod et des rapports présentés à la conférence internationale tenue par la Fédération internationale à Gratz, les 22-24 septembre 1924, nous pouvons ainsi définir l'état d'esprit de l'abolitionnisme.

Principes : « La fédération revendique, dans le domaine spécial de la législation en matière de mœurs, l'autonomie de la personne humaine, qui a son corollaire dans la liberté individuelle.

« D'une part, elle condamne toute mesure d'exception appliquée sous prétexte de mœurs.

« D'autre part, elle affirme qu'en instituant une réglementation qui veut procurer à l'homme sécurité et irresponsabilité dans le vice, l'Etat bouleverse la notion même de responsabilité, base de toute morale.

« En faisant peser sur la femme seule les conséquences légales d'un acte commun, l'Etat propage cette idée funeste qu'il y aurait une morale différente pour chaque sexe.

« Considérant que le simple fait de prostitution personnelle et privée ne relève que de la conscience et ne constitue par un délit, la Fédération déclare que l'intervention de l'Etat en matière de mœurs doit se limiter aux points suivants :

« Puntion de tout attentat à la pudeur commis ou tenté contre des mineurs ou des personnes de l'un ou

de l'autre sexe assimilées aux mineurs. Chaque législation particulière doit déterminer exactement la limite et les conditions de cette minorité spéciale.

« Punition de tout attentat à la pudeur accompli ou tenté par des moyens violents ou frauduleux contre des personnes de tout âge et de tout sexe.

« Punition de l'outrage public à la pudeur.

« Punition de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme, dans celles de leurs manifestations délictueuses qui peuvent être constatées sans prêter à l'arbitraire et sans ramener, sous une autre forme, le régime spécial de la police des mœurs.

« Les mesures prises à cet égard doivent s'appliquer aux hommes comme aux femmes.

« Toutes les fois que le proxénétisme tombe sous le coup de la loi, ceux qui payent les proxénètes et profitent de leur industrie doivent être considérés comme complices.

« La Fédération déclare donc que l'Etat ne doit ni imposer à une femme quelconque la visite obligatoire sous prétexte de mœurs, ni soumettre la personne des prostituées à un régime d'exception quelconque. »

Voilà énoncés les statuts de la Fédération abolitionniste.

Essayons d'en dégager maintenant les idées principales. Il nous suffit de voir pour cela le rapport de Henri Minod au congrès de 1924.

« La solidarité dans le droit implique la solidarité dans le devoir. En privant la prostituée des garanties du droit commun et en lui imposant une obligation prodigieusement dégradante, cet acte décisif la place

désormais sous un régime d'exception. L'inscription d'une femme arrêtée pour fait prétendu de prostitution ne dépend, en réalité, ni du maire, ni même du commissaire central, elle dépend entièrement de l'inspecteur des mœurs, des conclusions de son rapport et, à vrai dire, de sa seule appréciation. Penser que c'est du seul jugement de cet inspecteur, de sa seule inspiration, peut-être de son humeur d'un moment, que dépend l'avenir de tant de femmes, leur salut ou leur mort civile, c'est là une réflexion qui épouvante, et ce qui nous épouvante et nous alarme plus encore, c'est l'immutabilité presque constante de ses décisions.

« On ne saurait être plus explicite, l'inscription est un acte sinistre qui retranche la femme de la société, en sorte qu'elle devient la chose de l'Administration. Cette inscription « prive la prostituée des garanties du droit commun et la place désormais sous un régime d'exception. Elle la frappe en quelque façon de mort civile. Et l'homme qui a été le partenaire de cette femme, qu'en fait l'Administration ? Oh ! l'homme peut être tranquille, la police des mœurs l'ignore. »

Et plus loin :

« Cependant, de même que c'est le cas pour les hommes, la réglementation écarte de propos délibéré de sa sphère d'action ce que l'on pourrait appeler l'aristocratie de la débauche féminine, les courtisanes, les hétaires, quelle que soit la notoriété de leur genre de vie. Elle consacre donc en fait une exception de sexe et exception de classe. »

L'égalité devant la loi :

« Il résulte de cet exposé que la Fédération reven-

dique comme principe primordial de son action l'égalité des deux sexes devant la loi et de la définition claire et nette de tout délit. »

Et cela résume tout son programme.

Le régime de la police des mœurs viole le droit commun ouvertement et de toutes les manières, et Henri Minod conclut :

« La police des mœurs ne combat pas la prostitution, elle la légitime, l'érige en métier reconnu, patenté, protégé, elle rive à la prostitution des femmes qui s'y seraient peut-être livrées que par occasion et en fait des prostituées de carrière. Elle met ces femmes dans la nécessité de recourir à la protection des souteneurs, devenus une puissante corporation d'individus des plus dangereux.

« La visite est une mesure profondément attentatoire à la dignité humaine, c'est une flétrissure qui révolte la conscience et un outrage contre lequel nous devons nous élever avec la dernière énergie. »

D'après l'étude de la brochure de Minod, nous pouvons nous rendre compte des idées principales sur l'abolition.

La Fédération accuse la police des mœurs d'asservir la prostituée, d'organiser la débauche et de protéger les maisons de tolérance. Elle lui reproche de n'avoir aucun droit d'existence légale. Elle déclare que la prostitution n'est pas un mal nécessaire mais évitable et que les visites et la réglementation n'ont donné aucun résultat au point de vue de la lutte contre les maladies vénériennes qui, au contraire, n'ont fait que s'accroître.

Surtout, au nom de cette liberté individuelle et de cette égalité devant la loi, égalité de sexe et de fortune, dont le principe est la base fondamentale de toute la théorie, elle proclame la responsabilité de tous et principalement de l'homme, dont Flexner disait déjà en 1913 :

« Les femmes ont été considérées comme des créatures inférieures et ont tranquillement accepté le rôle qui leur était assigné. Elles ne se sont, par conséquent, pas élevées contre l'immoralité de l'homme. L'Europe a été un monde masculin, dirigé par les hommes et en grande partie pour les hommes... »

L'abolitionnisme, malgré la haute valeur morale de ses arguments, paraît méconnaître la plus élémentaire prophylaxie.

Si la femme seule est assujettie à la visite c'est qu'il est bien naturel de faire une différence entre la personne qui se livre professionnellement à de multiples coïts, et celle qui, en tant qu'amateur, n'a que des possibilités restreintes. C'est pourquoi nous trouvons tout à fait logique l'article 12 de la réglementation de la police sanitaire des mœurs, appliqué à Salonique en 1916, qui soumettait les pédérastes professionnels aux mêmes mesures que les femmes prostituées.

La police des mœurs, la bête noire des abolitionnistes, si elle a quelquefois commis des erreurs, on s'est trop laissé aller à généraliser, et les injustices, s'il y en eut, furent rares.

L'inscription ne retranche pas la femme de la société, elle ne la lie pas à la prostitution et beaucoup de femmes, après une chute temporaire dans ce mé-

tier, ont su se reprendre et rompre toute attache avec le bureau des mœurs.

La maison close, nous verrons ce qu'il faut penser de sa suppression, il nous suffit de dire qu'elle disparaît d'elle-même, elle n'est plus de mode.

Ce n'est pas en réglementant un vice qu'on va le créer, il vaut mieux sanctionner que prohiber, et n'oublions pas que beaucoup de choses n'ont de l'attrait que parce qu'elles sont cachées.

II. -- LA REGLEMENTATION POLICIERE

Toute opposée est la thèse que l'on pouvait appeler jusqu'en 1900 la thèse française : La Réglementation.

Conçue dès l'organisation de la Préfecture de police, justifiée par la licence des mœurs qui, nous l'avons vu, avait suivi la Révolution, ce régime paraissait à tous le meilleur.

Le Docteur J. Jeannel disait en 1874 :

« La majesté et l'inviolabilité de la loi répugnent également à l'autorisation formelle et à la prohibition de la prostitution. Mais la loi, qui ne peut ni reconnaître ni interdire la prostitution, peut et doit énoncer formellement les attributions de la police à ce sujet. »

La société civile a le droit et le devoir *de réprimer* les scandales de la prostitution et d'en prévenir les dangers au double point de vue de la moralité et de la santé publique .

Il est prouvé qu'à Londres et dans les villes où les prostituées ne sont soumises à aucune surveillance spéciale et à aucune visite sanitaire, la proportion des femmes infectées est de 50 %.

La réglementation était, dans l'esprit de tous, le meilleur moyen de mettre un frein à la débauche ; la peur du gendarme étant le commencement de la sagesse, pourquoi ne pas mettre la police aux trousses des prostituées et les forcer, en les dépistant, à s'arrêter dans leur commerce et, en les astreignant à suivre des visites régulières, les rendre moins dangereuses pour autrui ?

Les principes essentiels sont les suivants :

1° Tolérer des maisons, où des femmes en se livrant au commerce de l'amour pourraient être surveillées, soignées et, par là-même, rendues moins périlleuses.

2° Inscrire sur des registres, soit d'office, soit sur demande volontaire, des prostituées isolées, inscription leur donnant droit de faire, à leur domicile ou dans des maisons de passe, commerce de leur personne, sans être inquiétées, à condition d'obéir aux règlements sur la prostitution et, notamment, aux visites sanitaires.

3° Faire respecter l'ordre dans les rues, au moyen d'une police spéciale dite police des mœurs, comprenant un chef de bureau des mœurs qui décide du sort des jeunes filles qui lui sont amenées. Sous ses ordres se trouve un nombre plus ou moins grand d'inspecteurs.

Si nous voulons connaître l'état d'esprit et les principales idées qui régnaient sur la réglementation au XIX^e siècle, il nous suffit de reproduire le rapport et le projet de loi du 3^e Congrès de Vienne.

III. — CONGRES MEDICAL INTERNATINONAL DE VIENNE

Loi sur la prophylaxie et la syphilis et rapport sur la réglementation de la prostitution. — Rapporteur : Professeur V. Sigmund.

« ...que l'on considère maintenant toutes les origines de la contagion syphilitique et l'on sera autorisé à conclure, d'abord que l'Etat seul est capable de lutter contre le fléau syphilitique et d'en enrayer la marche, et en second lieu que toutes les nations réunies doivent prendre des mesures générales et conformes pour agir d'un commun accord. Si l'on veut obtenir un résultat satisfaisant il faut promulguer une loi sur la réglementation de la prostitution et la prophylaxie de la syphilis. »

Loi. — 1° La réglementation raisonnée de la prostitution publique et principalement de la prostitution clandestine : « toute femme qui se livre notoirement à la prostitution publique est réputée fille publique et enregistrée comme telle, soit sur sa demande, soit d'office.

« Les maisons de tolérance ne peuvent exercer sans l'autorisation de l'administration ; elles n'auront jamais sur la voie publique qu'une seule issue munie d'une double porte.

« Tout ce qui peut attirer les passants ou causer du scandale sera sévèrement réprimé.

« Les filles inscrites seront assujetties à la visite

sanitaire, une fois par semaine, au moins, et plus si leur état le rend nécessaire. »

2° Surveillance à exercer sur les vénériens, sur les sages-femmes, sur la vaccination.

3° Instruction qui serait donnée contre la contagion de la syphilis et les moyens de s'en préserver.

4° Etablissement d'hôpitaux spéciaux et obligation imposée à toutes les corporations et associations ouvrières d'organiser un service sanitaire pour leurs membres.

5° Punitions sévères aux femmes syphilitiques qui se livrent à la prostitution, à celles qui ne suivent pas les indications du médecin ou qui les négligent à dessein. Punition à quiconque propage la contagion.

Beaucoup des articles de cette proposition pourraient nous être utiles et nous verrons, plus loin, comment certains les ont repris.

DEUXIÈME PARTIE

Les conceptions modernes d'après-guerre

I. — Les Moralistes

II. — Les Juristes

III. — Les Réglementaristes sanitaires

Introduction à la deuxième partie

La longue querelle qui, pendant tout le cours du XIX^e siècle, a séparé en deux clans abolitionnistes et réglementaristes et qui, jusqu'à la veille de la guerre de 1914, occupa tous les esprits, ne doit plus, aujourd'hui, être au premier plan.

Une lente évolution, produite sous l'influence des idées d'après-guerre, a profondément transformé toutes les écoles.

La licence des mœurs qui exista pendant cinq longues années, le relâchement de la surveillance à l'intérieur favorisa l'extension des maladies vénériennes.

Des acquisitions nouvelles aussi dans le dépistage et le traitement de la syphilis ; tout cela montra à quel point étaient insuffisants les règlements, incomplets et souvent bien mal appliqués, et combien la théorie abolitionniste était incapable de contenter des esprits soucieux de la santé physique de la jeunesse d'aujourd'hui.

Il apparut alors indispensable de faire une réforme radicale dans un sens ou dans l'autre, et une législation encore inexistante devint une nécessité. Tous furent d'accord sur ce point, mais chacun voulut bâtir cette loi selon ses aspirations personnelles et c'est alors

que se créèrent les trois écoles que nous allons tenter, dans cette seconde partie, de définir et dont nous montrerons les qualités et les défauts.

Les moralistes purs sont ceux qui se rattachent le plus à l'ancienne théorie abolitionniste. Les droits de la femme et son égalité devant la loi, la suppression de toute surveillance policière : tels sont les points principaux qui les caractérisent.

A leurs côtés, les juristes, dont le projet de loi Justin Godart renferme tous les principes, visent le côté moral de la question, sans délaisser le point de vue sanitaire, mais, et c'est leur principal défaut, ils semblent méconnaître les conditions de la contamination et aussi la mentalité de la prostituée et de son partenaire.

Enfin, les réglementaristes sanitaires, que l'on peut aussi appeler opportunistes, pensent que le prélude à tout projet est le vote par le Parlement d'une loi sur le raccolage, le proxénétisme et le délit de contamination, sous une forme ou une autre. Ensuite, il sera possible d'envisager la suppression de l'inscription avec extension aux deux sexes d'un réseau de lois et de sanctions au travers duquel il faut espérer que le malade ne passera pas.

CHAPITRE PREMIER

Les moralistes purs

La prostitution n'est pas une chose inévitable et ce serait se laisser aller à un fatalisme sans excuse que de croire qu'elle a existé de tous temps et devra toujours exister. Telle est une des idées primordiales des moralistes qui vont chercher, au nom d'un principe très élevé, à enrayer le mal et même à le supprimer par des moyens d'éducation, de relèvement.

La théorie moraliste, que l'on peut synthétiser dans les travaux de M. le Professeur Gemähling, se rapproche beaucoup de la thèse abolitionniste que nous avons étudiée précédemment.

IMMORALITÉ DES IDÉES ET DES LIVRES. — « Lorsque l'on nous dit que l'immoralité est de tous les temps et non le privilège du temps présent », dit M. le Professeur Gemähling, « et que l'antiquité ou le xviii^e siècle français ont produit des œuvres d'une licence égale à la nôtre, on oublie, tout d'abord, que ces épo-

ques de licence ont été, en même temps, des époques de décadence qui ont précédé de peu la ruine d'une classe ou d'une civilisation; on ferme les yeux, d'autre part, sur la formidable transformation qu'a subi le monde au cours des cinquante dernières années et qui a renouvelé le problème de la moralité sociale, comme tous les autres, dans ses éléments constitutifs mêmes.

« L'immoralité publique moderne, considérée dans sa demande et dans son offre — dans ses clients et dans ses fournisseurs — est un fait essentiellement nouveau qui ne peut être comparé, ni en grandeur ni en intensité, à rien de ce que peut nous offrir l'histoire des siècles écoulés.

« Qu'étaient les clients de l'immoralité dans la société d'autrefois ?

« Livres ou spectacles licencieux ne pouvaient s'adresser qu'à une clientèle, notoire sans doute, mais restreinte — restreinte comme l'instruction, le loisir et l'aisance —. La cour, la noblesse, une bourgeoisie peu nombreuse, tels étaient nécessairement ses seuls clients. La masse profonde de la nation, peuple de campagne, artisans, jeunes hommes et jeunes filles, connaissait parfois sans doute des mœurs grossières, mais ignorait la dépravation systématique de l'esprit et du cœur et poursuivait son existence dans un milieu demeuré sain, obéissant aux seules suggestions de l'instinct, redressées et canalisées par un dur labeur et des traditions indiscutées.

« L'âge moderne agglomère dans les usines et dans les villes hommes et femmes par centaines de mille et par millions, multipliant au sein de ces masses

humaines les contacts, les exemples, les suggestions, les entraînements de toute nature ; l'âge moderne a ouvert aux exploiters du vice un champ d'action illimité.

« Les contre-poids extérieurs disparaissaient en même temps, la discipline religieuse cessait de s'imposer à la masse ; à la tradition qui commandait l'imitation du passé, faisait place l'engouement de la mode recherchant avec avidité les nouveautés, toutes les nouveautés...

« Le livre, dont la pornographie ne connaît plus de limite, le journal illustré qui fait l'éducation sexuelle du jeune lycéen, de l'employé, de la jeune ouvrière, les cartes postales obscènes glissées sous le manteau, et toutes ces annonces pleines de promesses flatteuses, telles sont la cause qui ont, d'une tare individuelle, fait un fléau social. »

LES MAISONS PUBLIQUES, DANGER PUBLIC. — L'immoralité, la licence et le relâchement des mœurs, telles sont, pour Gemähling, les causes principales de la prostitution. Cependant, pour lui, le pire danger, le pire scandale, c'est l'organisation officielle de la débauche par l'Etat : la réglementation et les maisons closes.

« Tous ces faits, qui sont de notoriété publique, font de ces maisons de véritables foyers de corruption où sont cultivés tous les vices et avec cette aggravation singulière que ce ne sont pas là des faits secrets et délictueux perpétrés hors des atteintes de la police, mais qu'ils peuvent s'accomplir librement, dans des établissements autorisés, faisant ainsi perdre aux te-

nanciers, aux femmes, aux visiteurs, à l'opinion publique entière la notion même du vice, puisque les pires excès se trouvent là tolérés et en quelque sorte consacrés par la surveillance de la police. L'autorité publique ne peut que se déconsidérer en accordant son patronage à de pareils bouges.

« Non seulement les maisons de tolérance sont des foyers de vice et de débauche, mais ce sont encore des centres actifs de recrutement, où l'on attire souvent par surprise beaucoup de jeunes filles. Il est permis de dire qu'au lieu de constituer une protection pour les femmes honnêtes, la fréquentation de ces maisons engendre chez ceux qui les visitent un tel mépris de la femme qu'ils ne sauraient manifestement la respecter par la suite en quelque lieu qu'ils la rencontrent. »

Et, reprenant une idée abolitionniste, au nom de la liberté individuelle, Gemähling dit que la visite sanitaire est une oppression :

« Et pourquoi aussi rendre responsable seule la femme, et non l'homme qui l'entraîne ? La plupart du temps, c'est à l'homme que la prostituée doit son état, c'est lui qui l'a poussée où elle est, subissant les sévices de la police, lorsqu'il reste libre et considéré. »

Ainsi les moralistes, mettant la notion morale au-dessus de toutes les autres, demandent la suppression immédiate des foyers de prostitution et d'immoralité que sont les maisons closes, ainsi que la suppression de toute surveillance médicale et policière.

Mais comment lutter contre ce fléau, qui n'en continuera pas moins, malgré cela, à exister ? Par deux

moyens : l'éducation des masses, l'éducation morale et sexuelle de la jeunesse.

La disparition de la prostitution n'est possible qu'en en tarissant les sources par des réformes sociales (qu'on ne peut examiner ici) et par des mesures préventives, permanentes, qui obtiendront dans ce domaine les succès qu'on ne peut obtenir par les règlements policiers actuels.

EDUCATION MORALE ET SEXUELLE (1). — L'éducation de la jeunesse masculine est le point capital. « Toutes ces mesures seraient insuffisantes si, en même temps, n'était pas entreprise, en faveur de l'éducation morale de la jeunesse masculine, une action convaincue qui n'a jamais encore été tentée jusqu'à présent. Cette éducation devrait, avant tout, faire appel au sentiment de la dignité personnelle et à celui du respect de la femme et, en attirant l'attention des jeunes gens sur les dangers des maladies vénériennes, elle devrait s'efforcer, non pas de rendre plus aisée la débauche, mais d'en détourner la jeunesse en lui rappelant que le meilleur moyen d'éviter ces maladies est de ne pas s'y exposer.

« Sur l'efficacité d'une telle éducation, nous pouvons offrir le témoignage d'une expérience qui se poursuit depuis douze années, sous les auspices de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique, dont l'agent général s'est vu confier par le Ministre de la Guerre, depuis 1913, la mission de faire chaque année dans les casernes des conférences d'édu-

(1) GEMÄHLING.

cation morale et sexuelle aux jeunes soldats. Depuis cette date, plus d'un millier de conférences ont été faites, s'adressant à près d'un million de soldats. Des témoignages recueillis auprès de nombreux chefs de corps nous ont montré les résultats de cette propagande. Des officiers, des médecins-majors ont tenu à déclarer qu'ils avaient constaté, parmi les hommes de leur régiment, une diminution considérable des cas d'ivresses et des maladies vénériennes à la suite de ces conférences, surtout si celles-ci avaient pu atteindre les jeunes recrues avant qu'elles n'aient été mises en contact avec ces lieux de démoralisation que sont les maisons de tolérance. Des brochures comme celles du Docteur Good, ou comme celles éditées par la Ligue antivénérienne belge, peuvent utilement prolonger l'effet de la parole directe.

« Le développement de foyers du soldat, encore trop peu nombreux, doit être un auxiliaire puissant pour le succès de cette propagande.

« Un effort analogue devrait être poursuivi d'une façon méthodique auprès des étudiants de la jeunesse ouvrière. Nous sommes tout prêts, en ce qui nous concerne, à apporter, en collaboration avec toutes les forces morales du pays, un concours empressé à cette œuvre d'éducation indispensable. Nous sommes convaincus, par expérience, qu'on peut parler sérieusement à la jeunesse des choses qui méritent d'être prises au sérieux et qu'un appel au sentiment de l'honneur et au respect des forces de vie dont elle est dépositaire ne lui est jamais adressé en vain.

« Le manque de protection qui conduit les jeunes

gens au vagabondage, conduit les jeunes filles à la prostitution.

« Tous ces jeunes gens doivent recevoir une éducation tendant à développer le bien qui est en chaque être, en tenant compte de leurs dispositions et de leur milieu. C'est seulement le réveil de leur conscience du bien qui peut faire naître en eux la connaissance de ce qui est mal ; et ceci ne peut être produit que par une éducation faite avec amour, sentiment que beaucoup d'entre eux n'ont jamais connu auparavant.

« C'est par la police, le tribunal et la punition seulement qu'ils comprennent qu'ils sont en opposition avec la loi ; mais ils ne peuvent devenir conscients du mal, du péché, que par l'éducation dans et par une communauté où l'ordre et l'amour peuvent développer en eux le sentiment et la conception de ce qui est bien.

EDUCATION ET PROPHYLAXIE (1). — Comment lutte-t-on contre la syphilis et la gonorrhée en Angleterre et en Hollande ? Par des facilités de laboratoire, par le traitement gratuit, ou du moins mis à la portée de toutes les bourses de façon que tout malade y recoure volontiers ; par la propagande et l'éducation, par la persuasion et une douce pression le cas échéant. A Amsterdam on a obtenu, grâce au dévouement de médecins, d'infirmiers et de l'infirmière de travail social attachée à la policlinique, ce résultat remarqua-

(1) Rapport présenté par M. le Docteur W.-F. VELDHUYSEN, médecin principal du Service d'Hygiène de la ville d'Amsterdam : *L'assimilation des maladies vénériennes aux autres maladies contagieuses.*

ble que 95 % des hommes et 85 % des femmes syphilitiques sont restées en continuel traitement depuis les deux années que ce système de collaboration est pratiqué. Ces chiffres ne sont pas dépassés par ceux qu'on obtient dans les pays où est appliqué le système du traitement obligatoire. A côté de ces mesures qui profitent aux malades, il y a l'œuvre culturelle, l'éducation de la jeunesse, le développement chez elle du sentiment de responsabilité, du self contrôle, de la notion qu'il n'existe pas de morale différente pour chaque sexe et, enfin, que morale et hygiène se confondent.

L'organisation sexuelle doit être organisée méthodiquement dès l'école primaire. Il faudrait habituer les enfants à ne plus chercher dans certains sujets matière à grivoiserie et à réfléchir à la gravité que comportent certains actes au point de vue individuel et social.

CHAPITRE II

Les juristes

1° *Projet de loi Justin Godart.* — 2° *Arrêté de M. le Maire de Grenoble.* — 3° *Etude de la loi allemande.*

Les moralistes s'appuient sur la rééducation sociale, sur l'éducation de masse et de la jeunesse. Les juristes vont, dans des articles précis visant chacun un point particulier, essayer, par des pénalités, d'enrayer le fléau.

La loi dite Justin Godart est représentative de cette conception, et quelques municipalités françaises ont mis en pratique ces principes, sans parler de Strasbourg, qui possède un régime de police particulier. Nous étudierons l'exemple qui nous est donné par l'arrêté que vient de prendre M. le Maire de Grenoble.

La proposition de loi concernant la prostitution et la prophylaxie des maladies vénériennes, présentée au Sénat, le 17 janvier 1928, par M. Justin Godart, a été

renvoyée pour étude à la Commission du Ministère de l'Hygiène. Cette commission avait adopté, à la majorité, le 1^{er} avril 1925, les conclusions du rapport de M. Poittevin, président de Chambre, rédigées sous forme d'articles de loi.

PROJET DE LOI J. GODART. — ETUDE CRITIQUE. —
Le 5 mars 1928, M. Justin Godart présentait au Comité National d'Etudes Sociales et Politiques le projet de loi qui porte son nom et s'exprimait ainsi :

« Mon intention n'est pas d'envisager le problème de la prostitution sous tous les aspects et notamment sous son aspect moral et social ; je me bornerai à l'envisager au point de vue de la prophylaxie des maladies vénériennes. »

Nous voici donc déjà loin de la conception de M. Gemähling, « la prostitution, fléau social, cause de démoralisation de la nation ». Ce qui préoccupe maintenant les défenseurs de la répression par la loi, c'est l'extension des maladies, c'est la prostitution, plaie physique.

Mais M. Justin Godart se rencontre cependant avec les moralistes quand il fait le procès de la réglementation. Ces derniers la condamnaient comme une série de mesures vexatoires inutiles, livrant les femmes au bon vouloir d'une police souvent défailante. M. Justin Godart la condamne, car, dit-il, elle n'a rendu aucun service au point de vue sanitaire.

« Il est un fait qui semble certain, dit-il, c'est que le régime actuel de la réglementation a fait faillite. »

Et faisant son procès, il ajoute :

« Puisque la réglementation a abouti à ces résultats, nous devons nous demander par quoi la remplacer.

« De même qu'en matière de maladies vénériennes, on a vaincu le préjugé qui a fait tant de mal et qui a favorisé leur diffusion et leur extension, de la maladie honteuse, de même nous devons vaincre, et nous y arriverons, le préjugé qui a fait laisser le problème de la prostitution et des mesures prophylactiques uniquement à un règlement administratif et à une action policière. Par là, on en a fait une maladie sociale honteuse qui a été livrée à l'empirisme du service des mœurs.

« Il est essentiel de sortir de l'empirisme et de placer le problème de la prostitution et de ses conséquences sur une base légale. C'est la loi qui doit poser le problème et imposer ses solutions en pleine lumière, sur le terrain de la Justice et sur celui de la défense de la société.

« La nombreuse, l'immense et très touffue réglementation de la prostitution vise uniquement la prostituée. Il y a une erreur et une intolérable hypocrisie sociale à livrer seulement à la vindicte la prostituée.

« Dans ce problème il y a une triple responsabilité. Celle de la prostituée certainement, mais aussi celle des proxénètes et aussi celle des prostituants. Si on évaluait le degré de culpabilité des uns et des autres, ce n'est pas le plus souvent la prostituée qui serait au premier rang. »

Ayant ainsi montré comment la réglementation n'a pas donné d'elle ce qu'on en attendait, et le droit de

la femme à la même justice que l'homme, M. Justin Godart aborde l'exposé de son projet.

Celui-ci est divisé en cinq titres. Nous allons le présenter titre par titre, en essayant de montrer les principales idées générales qui s'en dégagent et nous verrons quelques critiques qui lui ont été opposées.

Le TITRE I proclame l'abolition du régime actuel de la réglementation : « Nul ne peut, à raison de ce fait qu'il se livre à la prostitution, être assujéti autrement que par une loi à des obligations restrictives de la liberté individuelle. »

Puis un article 2 supprime toutes les dispositions antérieures.

Voilà donc tout ce qui existait auparavant rayé, détruit, mais il va falloir mettre quelque chose à sa place. Nous allons voir les principales dispositions proposées pour remplacer la réglementation policière actuelle. Elles sont de deux sortes et visent le proxénétisme et les mesures pénales et sanitaires à prendre contre les prostituées.

C'est le TITRE II qui comprendra non seulement les manifestations apparentes de la prostitution sur la voie publique, mais aussi toute provocation publique à la débauche, sans distinction de sexe. Les professionnels du vice, femmes ou hommes, ne pourront plus *racoler dans un lieu accessible gratuitement au public, soit par des fenêtres, portes ou toutes autres ouverture prenant sur la voie publique*, sans s'exposer à des peines d'emprisonnement, qui, en cas de récidive, pourront être de un mois à un an de prison.

En outre il est dit que toute personne, de l'un ou l'autre sexe, ayant provoqué à la débauche, pourra, par mesure de police, être conduite à un poste, si elle ne peut justifier de son identité ou de son domicile. Obligatoirement, elle sera soumise à la visite sanitaire. M. Justin Godart justifie ainsi ce texte.

« Il convient de remarquer, dit-il, que ce texte punit la provocation publique à la débauche en réunion de deux ou plusieurs personnes. Cela permet d'éviter les poursuites qui pourraient être engagées sur la déclaration d'un agent spécial qui aurait dit : « J'ai vu, dans la rue, provoquer par des gestes telle dame qui passait ».

Ainsi évitera-t-on les erreurs judiciaires qui ont eu lieu avec le régime actuel.

Le TITRE III est particulièrement sévère à l'endroit des souteneurs, proxénètes et tenanciers d'hôtels loués.

« Quiconque aura favorisé ou facilité habituellement la débauche de l'un ou l'autre sexe au-dessous de 21 ans, quiconque pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une personne majeure de l'un ou de l'autre sexe, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50 à 5.000 fr. »

Et les dispositions seront étendues et les mêmes peines seront applicables à :

« Quiconque, par des notes, annonces, réclames ou petite correspondance insérées dans les journaux ou revues, ou par l'envoi ou la distribution de prospectus,

tracts, lettres d'avis ou par affiches, placards ou inscriptions dans des lieux accessibles au public, aura fait savoir, même en dissimulant la nature de son offre sous des artifices de langage, qu'il se livre à la prostitution ou qu'il facilite la prostitution d'autrui. »

Ce dernier article a été rédigé par M. le président Poittevin, qui a compris comment il fallait atteindre cette basse pornographie et qu'il fallait mettre un terme aux offres sournaises et dangereuses qui s'étaient en quatrième page des journaux.

Nous arrivons avec le TITRE IV à la prophylaxie et aux mesures sanitaires, il élargit la conception du soin obligatoire et de la responsabilité sanitaire du malade, et crée la formule nouvelle de l'ordonnance-avertissement .

Ces articles sont d'une très grande importance, ils contiennent la plus grande partie de l'esprit de cette loi ; nous reproduisons ici, textuellement, les trois premiers :

ART. 8. — Tout médecin donnant des soins à un individu de l'un ou l'autre sexe atteint d'accidents vénériens contagieux ou non, que ce soit à l'hôpital, dans un dispensaire ou en clientèle, doit, après l'avoir soigné, remettre au malade une ordonnance avertissement. La forme sous laquelle ces ordonnances seront remises et les mentions à y apporter seront déterminées par un règlement d'administration publique.

ART. 9. — Tout individu reconnu atteint de maladie vénérienne sera, au cas où il aura, en période contagieuse, entretenu des rapports sexuels avec une personne quelconque, puni d'un emprisonnement de 1 à 5 jours, sans préjudice des poursuites correctionnelles qui seront exercées s'il y a

lieu par application de la loi du sur la communication d'une maladie vénérienne.

ART. 10. — Tout individu reconnu atteint de maladie vénérienne dans les conditions prévues par les art. 3, 4, 5 et 7, sera tenu de suivre un traitement approprié, le jugement spécifiera si ce traitement devra être effectué dans un dispensaire autorisé conformément à un règlement d'administration publique et désigné par le jugement, ou chez un médecin choisi par le malade sur la liste des médecins agréés, conformément au même règlement d'administration publique. Si le malade refuse de recevoir de plein gré les soins que comporte son état, il sera conduit dans un hôpital ou dans un établissement privé agréé pour y être traité jusqu'à disparition dûment constatée des accidents contagieux vénériens. Postérieurement à sa sortie autorisée par le médecin traitant, le malade sera tenu de se présenter à l'hôpital ou à l'établissement privé agréé où il a été traité à des intervalles périodiques fixés par le médecin, pour suivre le traitement de consolidation. En cas de refus, les articles 9 et suivants lui seront appliqués.

Ces trois articles, base même de la loi Justin Godart, sont essentiels et n'auraient pu être passés sous silence. Ils sont, dans leur théorie, extrêmement bien compris, et l'article 9, visant le délit de contamination, a fait couler beaucoup d'encre.

Cependant, cet article 9, nous ne pouvons l'admettre dans son application, car il sera très difficile de savoir si un malade a eu des rapports en période contagieuse. Le seul procédé qui puisse donner un renseignement au médecin étant la *plainte du sujet*.

Mais alors ce seront des erreurs, de vaines recherches et même des chantages, et puis une objection, la plus forte, d'ordre moral celle-là, est que jamais

l'espoir d'une sanction quelconque ne décidera la victime à porter une plainte qui pourrait donner à son aventure ainsi qu'à sa maladie une publicité fâcheuse pour lui et les siens.

L'article 10 décide le traitement obligatoire des individus des deux sexes arrêtés au cours de raccolage. Pour que cet article puisse rendre tout le service qu'on lui demande, il faudra un personnel policier nombreux et d'ailleurs tout cela ne servira à rien, car l'action sera nulle sur la catégorie des prostituées des hôtels meublés, des bars, petits cafés, promenoirs de music-halls, que nous pouvons considérer comme la plus dangereuse.

D'après la loi, l'absence de raccolage net mettra ces femmes à l'abri et le médecin ne pourra surveiller ces milieux qui deviendront le réservoir des maladies vénériennes.

D'une façon générale, cette nouvelle conception supprime, avec la surveillance préventive, toute prophylaxie vraie et c'est là son plus grave défaut.

La loi Justin Godart comporte des améliorations très nettes sur la réglementation actuelle mais elle suppose résolues des difficultés sanitaires en présence desquelles se trouvera le médecin.

Il est à craindre qu'à l'application de ce projet de loi corresponde une augmentation formidable des maladies vénériennes.

Quelques municipalités ont mis en pratique ces principes juridiques, et il ne nous est pas permis de passer sous silence l'expérience de Grenoble, expérience récente mais qui a pourtant donné déjà de nombreux et utiles enseignements.

Nous ne ferons ensuite que citer l'arrêté pris tout récemment par M. le Maire de Nancy.

LA RÉGLEMENTATION DE LA VILLE DE GRENOBLE. — ETUDE CRITIQUE. — Le Docteur Carle étudie dans l'*Hygiène Sociale* du 25 janvier 1931 les points principaux de cette nouvelle législation. Nous nous aidons de cette critique ainsi que de l'enquête faite par M. le Docteur Lacassagne pour en tirer ce qui nous paraîtra utile.

C'est le 1^{er} août 1930 que M. le Maire de Grenoble prenait un arrêté précisant les conditions de cette nouvelle réglementation.

L'article 1^{er} interdit toutes les maisons de débauche sur le territoire de la ville de Grenoble.

M. le Docteur Carle n'est pas un partisan de la maison de tolérance.

« Du point de vue moral, dit-il, je ne défendrai pas cette institution qui réduit la belle union des sexes à un marchandage d'autant plus répugnant qu'il se fait par un intermédiaire. »

Mais il met en garde contre certaines idées et contre les dangers que peut présenter cette suppression.

« Il ne faut pas se laisser émouvoir par le vieux cliché de l'esclavage misérable de ces dames, aujourd'hui elles entrent et sortent quand elles le veulent et elles le savent parfaitement. »

Et puis, ne doit-on pas se demander si la fermeture de cet exutoire ne va pas augmenter d'une façon dangereuse le personnel de la prostitution clandestine, la plus à craindre. La maison close est le seul moyen

que nous possédons à l'heure actuelle pour assurer à peu près la surveillance sanitaire.

Au fond, toutes ces considérations sur la maison publique ne servent à rien, elles disparaît d'elle-même, elle n'est plus à la mode. Du xix^e au xx^e siècle, leur nombre est passé à Lyon de 75 à 6.

L'étudiant ou le voyageur préfère courir le risque plus moderne et plus souriant d'une rencontre au dancing, génératrice d'une heure d'illusion qu'il payera souvent d'amers regrets.

Les articles 2 et 3 sont les plus importants, ils interdisent la location d'immeubles ou de chambres à des femmes débauchées, et déclare que tout lieu où aura été constaté des faits de raccolage pourra être immédiatement fermé.

L'application de ces articles entraînerait automatiquement la disparition de la forme la plus dangereuse de la prostitution, les maisons de passe non surveillées, les hôtels louches, les bars à femme.

Mais sera-t-il appliqué ? Pourra-t-il l'être ? L'article 6 et l'article 7 cherchent à réprimer le délit de raccolage, mais ces articles seront très difficiles à appliquer car le délit n'existe pas en France.

Le décret de M. le Maire de Grenoble est inattaquable au point de vue juridique, mais sa mise en pratique est bien difficile. Son application intégrale, théorique, donnerait évidemment des résultats surprenants, mais elle n'est pas possible.

Citons à ce sujet quelques passages de l'enquête faite par M. le Docteur Lacassagne (1) :

(1) *Le Siècle Médical*, 15 mars 1931.

« Sur cinquante ou soixante brasseries qui existent à l'heure actuelle à Grenoble et où la prostitution s'exerce ouvertement, sans camouflage ni déguisement, j'en ai visité treize. Ce que j'ai vu, tout le monde peut le voir, ce que j'ai fait, chacun peut le refaire. Pas de mot de passe pour pénétrer dans la soupente-eden. Tout homme qui franchit le seuil de la brasserie est immédiatement sollicité pour une fornication vénale.

« Pour avoir les adresses, rien de plus simple, il suffit d'interroger n'importe quel chauffeur de taxi, ou le premier militaire rencontré...

« ...Il y avait à Grenoble quatre maisons de tolérance surveillées médicalement par des médecins compétents, tous spécialistes nommés après concours. Elles sont fermées. Quant aux bouges, je ne dirai pas clandestins, car la police les connaît tous, jamais ils n'ont fonctionné aussi activement, ils manquent de personnel...

« ...Mais les abolitionnistes satisfaits triomphent, ils peuvent dire : « Qu'importe, il n'y a plus de maison publique à Grenoble, la morale est sauvée. »

Au mois d'août 1931, M. le Maire de Nancy prit un arrêté à peu près identique à celui de Grenoble. Les maisons de tolérance vont être prochainement fermées dans cette ville. Attendons les résultats de ce nouvel essai, tout en nous demandant pourquoi ce côté le moins important du danger et en même temps le moins à craindre, préoccupe-t-il seulement tous les farouches abolitionnistes.

LOI ALLEMANDE DU 18 JUIN 1927. — ETUDE CRITIQUE. — La loi allemande du 18 juin 1927 n'est, en réalité, sous une façade abolitionniste, qu'une loi réglementariste ayant mis une force de police bien organisée au service d'une autorité sanitaire.

D'après cette loi, la prostitution officielle n'existe plus. Toute femme a le droit de donner ou de prêter son corps *pro pecunia* à condition qu'il n'y ait de la part du propriétaire ni exploitation ni incitation ; donc, suppression de toute maison de débauche, de quelque genre qu'elle soit.

Pour dépister les femmes, il y a trois moyens ; ce sont :

La déclaration volontaire ;

La dénonciation médicale ;

La visite des « personnes fortement suspectes » d'être atteintes de maladie vénérienne et de la propager.

Ces personnes sont dépistées par l'autorité sanitaire soit sous la forme d'agents de police qui arrêtent les racoleuses ou les sans domicile, soit sous la forme d'anciens agents de mœurs, chargés de la surveillance discrète des personnes malades.

Le contrôle se fait par le moyen du certificat de visite que la personne doit apporter à l'autorité sanitaire chaque semaine ou chaque mois suivant décision du médecin.

Des sanctions très fortes viennent aider le médecin : arrestation par la police, visite d'office par le médecin sanitaire, hospitalisation obligatoire ou envoi aux offices d'assistances.

La loi allemande possède des articles exactement adaptés aux besoins sanitaires et qui mériteraient d'être introduits dans notre législation.

Il nous faut signaler le caractère fortement réglementaire et même inquisitorial de cette loi, que certains nous ont présentée comme le triomphe de l'abolitionnisme.

La suppression de la réglementation n'est qu'une apparence. En réalité, d'un bout à l'autre de l'organisation actuelle, la police fait sentir son action, et sans ménagement. Seulement elle est déclanchée par l'autorité d'hygiène publique, ce qui est bien. Que ce soient les anciens inspecteurs de police, il ne faudrait pas en être étonné, mais le pavillon sanitaire adapté au goût du jour est devenu plus présentable.

Si, en France, l'on ne se sent pas capable d'organiser et d'accepter cette surveillance, mieux vaut conserver dans les grandes villes l'inscription et la surveillance des milieux de la prostitution sous quelque forme que ce soit : maisons closes, mi-closes, à domicile, en supprimant les rigueurs policières actuelles, inutiles et dangereuses, telles que râfles et détention.

Surtout, garder l'organisation sanitaire telle que nous l'avons vue fonctionner à Lyon, si l'on ne veut pas, en écoutant des conseils humanitaires, méconnaissant les lois de la plus élémentaire prophylaxie, amener une recrudescence formidable des maladies vénériennes.

CHAPITRE III

Les réglementaristes sanitaires

Le service sanitaire de Lyon. — Circulaire du 3 juillet 1929, D^r Cavaillon.

DÉFINITION. — La réglementation essentiellement policière de la fin du XIX^e siècle a fait son temps, bien qu'elle existe encore dans les formules officielles et aussi dans quelques petites villes attardées, sous une forme à la fois inutile et bienveillante.

Le principe essentiel de la réglementation moderne consiste à placer le point de vue sanitaire au-dessus de tous les autres, à donner la prépondérance à l'élément médical aux dépens de l'élément policier qui devient son collaborateur. Comme corollaire, la nécessité de transformer les vieux services de triage d'autrefois en dispensaires modernes adaptables à toutes les exigences prophylactiques et thérapeutiques.

Cette formule moderne pourrait être qualifiée d'opportuniste car elle consiste à user immédiatement de toutes les armes disponibles, tout en faisant une campagne énergique en faveur de la législation qui manque à notre pays.

Cette méthode a été sanctionnée par les circulaires ministérielles de 1919 et de 1929 et un des premiers essais fut tenté, dès 1910, au service sanitaire de Lyon, sous l'impulsion de M. le Docteur Carle, qui prit à cette époque la tête de ce mouvement de modernisation des services sanitaires.

Il fallut procéder avec prudence puisqu'on ne pouvait s'appuyer sur aucune loi. Le Docteur Gerbenne, dans une thèse inspirée par le Docteur Carle, retrace les étapes par lesquelles a passé la transformation de ce service. Nous en rappellerons les points essentiels.

HISTORIQUE (de 1909 à 1914). — A la suite des incidents de 1904, qui avaient fait ressortir la vanité des efforts médicaux, la commission médicale étudia, dès 1909, les moyens de donner au service hospitalier des Chazeaux une véritable utilité prophylactique et thérapeutique.

Le Docteur Carle fut désigné à cet effet par ses collègues et présenta à la commission, en janvier 1909, un rapport à ce sujet. Approuvé par le préfet, il entra en vigueur en janvier 1910.

Il s'agissait, nous l'avons vu, de faire du service sanitaire un organisme utile dans la lutte anti-vénérienne. Dans ce but, il fallait, tout d'abord, le transformer en dispensaire où l'on traiterait les malades pendant toute la période dangereuse de la maladie et même après. En même temps elles seraient examinées et suivies comme tout autre malade en toute autre consultation.

Dès 1910 les médecins se réservent le droit de traiter

eux-mêmes les filles dont l'état ne nécessite pas l'hospitalisation, l'envoi aux Chazeaux étant gardé pour les filles en maisons, les récidivistes ou celles dont l'état nécessite des soins journaliers.

Chaque fille a une *fiche* sur laquelle est le résumé de son observation, et cela marque nettement l'intention du service sanitaire de ne plus se borner à un triage inefficace, mais à devenir un centre d'observations comme tout dispensaire régulier.

Les résultats furent si satisfaisants que, la première année, on fut obligé de demander une séance supplémentaire par semaine, agréée par la préfecture en janvier 1911.

En avril 1911, des crédits furent également accordés pour l'achat d'instruments de petite chirurgie et de laboratoire.

En avril 1913 furent organisées les visites dans les maisons de rendez-vous dites de 2^e catégorie.

Les résultats obtenus pendant cette première période dépassèrent de beaucoup les prévisions : il suffit de regarder quelques chiffres comparatifs de 1909 et de 1910 pour s'en rendre compte aisément.

*Communication du Docteur Carle au Congrès
de Londres 1910*

	Isolées	Clandestines	Maisons
1909.....	3.501	622	1.861
1910.....	7.213	801	1.819

Nous voyons l'augmentation considérable du nombre de prostituées inscrites : les isolées, le nombre des filles de maisons n'a pas bougé.

Ce succès paraît dû à la prédominance de l'acte médical, à l'action éducatrice des médecins et aux succès de la thérapeutique que les intéressés pouvaient facilement apprécier.

DE 1919 A 1930. — Pendant la guerre, le service fonctionna à effectifs réduits. Ce ne fut qu'en 1919, avec le retour des médecins mobilisés, que le service fut réorganisé et reprit son ancienne activité.

Cette réorganisation fut bien facilitée par la circulaire ministérielle de juin 1919 (rédigée par M. Fabre). L'esprit nouveau qui l'anime se manifeste pleinement dans ces mots : « C'est la protection de la santé publique qui motive et justifie principalement les mesures spéciales auxquelles les prostituées sont assujetties. » Nous sommes loin de l'état d'esprit de certains commissaires de police, considérant le service sanitaire comme un simple prétexte à la mise en carte.

Cette circulaire décide la visite hebdomadaire, la fiche personnelle, la propagande anti-vénérienne. Dès le mois de mai 1919, les médicaments sont fournis gratuitement par le ministère.

En décembre 1922, chaque femme examinée ou traitée est dotée d'un carnet sanitaire qui sera présenté à chaque visite. Ce carnet existait déjà sous une autre forme dans les dispensaires. Il a été adapté au service sanitaire.

En janvier 1930, le Docteur Carle fut désigné, par

arrêté préfectoral, comme médecin chef du service sanitaire.

CIRCULAIRE DU 3 JUILLET 1929. D^r CAVAILLON. —
Nous ne pouvons mieux terminer cet historique qu'en rappelant sommairement les principales directives de la circulaire ministérielle du 3 juillet 1929, rédigée sous la direction de M. le Docteur Cavaillon, et qui envisage de la façon la plus complète le point de vue légal et l'organisation sanitaire.

Cette circulaire décide d'organiser sur des bases nouvelles les services de contrôle sanitaire des prostituées.

Si les frais entraînés par cette organisation, une fois approuvée par le Ministère de l'Hygiène, dépassent ceux entraînés par les services actuels, la différence fera l'objet d'une subvention annuelle du Ministère de l'Hygiène.

Pour les villes ayant une police municipale, la circulaire conseille d'organiser sur ces bases le contrôle des prostituées. Ce faisant, elles bénéficieront du concours financier de l'Administration de l'Hygiène en vue d'une participation effective au traitement du personnel médical et du personnel auxiliaire.

Si certaines communes ne le veulent point, les Préfets ont tous pouvoirs pour se substituer aux maires, d'après les circulaires du 2 février 1915 et du 1^{er} juin 1919 et selon l'article 99 de la loi du 5 avril 1884.

Instructions générales pour l'organisation des services

I. — CHOIX DES MÉDECINS. — *Les médecins nommés par les Maires ou les Préfets devront être agréés par le Ministre de l'Hygiène. Ils devront être choisis parmi les spécialistes et les plus compétents en dermatosyphiligraphie.*

La visite devra toujours être faite dans les locaux de salubrité ; pour les femmes en maisons, elles seront généralement visitées dans les maisons même.

II. — EXAMEN MÉDICAL. DÉPISTAGE. — *L'examen médical devra être complet et comprendra :*

1° *Un examen clinique méticuleux ;*

2° *Un examen bactériologique, qui sera fait dans le laboratoire du service ; il consistera en la recherche du gonocoque ;*

3° *Le contrôle sérologique est obligatoire et sera fait dans le laboratoire même, si le service est important, ou un laboratoire agréé.*

Tous ces résultats seront consignés obligatoirement sur :

1° *Un cahier de mouvement du service ;*

2° *Une fiche de traitement restant au service ;*

3° *Un carnet individuel, propriété de la femme.*

III. — TRAITEMENT. — *Les femmes non contagieuses seront traitées comme toute personne malade, au sein même du service de salubrité.*

Les femmes contagieuses seront traitées à l'hôpi-

tal, le moins longtemps possible, le traitement ambulatoire sera institué dès la disparition des accidents contagieux.

Cette circulaire est un modèle de réglementation opportuniste.

Malgré les incessants progrès réalisés petit à petit dans le fonctionnement du service sanitaire, il faut bien reconnaître que des améliorations sont encore désirables.

Ce sont la visite inopinée dans les maisons de rendez-vous, en particulier, et la création de locaux spéciaux pour la visite dans ces maisons.

Conclusions

Nous avons divisé cette thèse en deux parties.

Dans la première, nous avons étudié, après des définitions nécessaires et un court historique limité à la Grèce et à Rome, les mesures qui furent prises dans notre pays durant les siècles qui nous ont précédés et les deux principales tendances qui occupèrent les esprits pendant le cours du xix^e siècle : l'abolitionnisme et le réglementarisme.

Dans la deuxième partie, nous avons passé en revue les conceptions modernes, juristes, moralistes et néo-rélementaristes, et les principaux essais tentés, en France et à l'étranger, dans ces trois orientations.

Au cours de cette étude, nous avons pu constater que, par des voies différentes mais parallèles, de bonnes volontés agissantes s'efforcent d'atteindre un double but : la sauvegarde de la morale, la protection de la santé publique, soit par l'extinction de la prostitution, soit par la surveillance prophylactique et sanitaire de ceux ou celles qui favorisent ou exercent cette profession.

Tout en faisant la part des idées généreuses présentées par les moralistes, il ne nous est pas permis de méconnaître la mentalité et les habitudes de notre

pays, où l'esprit d'indépendance est très développé et qui ne pourront être que progressivement modifiées et surtout qu'à l'heure actuelle existe la possibilité médicale d'entraver sérieusement la marche des maladies vénériennes chez les prostituées.

Les réglementaristes ont toujours eu conscience que le régime actuel ne reposait sur aucune base légale ; aussi ont-ils essayé de toutes leurs forces à parer à ce manque de législation qui se fait sentir en France de plus en plus durement.

Comme le Parlement a toujours reculé devant la discussion des projets de loi qui préconisent une refonte complète de notre système actuel, il paraît plus sage de porter nos efforts et nos réclamations sur le vote des lois sur le raccolage, sur le proxénétisme et le délit de contamination, complétées par l'obligation des examens et des traitements pour tous ceux qui provoquent le raccolage en vue des rapports sexuels.

Quant ce vote sera obtenu, quand des équipes d'agents pour le maintien de l'ordre de la rue, quand des services de visiteuses pour la surveillance des prostituées seront organisées, on pourra envisager, comme le veulent les juristes, la possibilité d'une organisation prophylactique et sanitaire légale, ayant à sa tête un médecin, et à sa disposition la justice. Tout cela sans oublier l'élément policier qui permettra de toute façon la rapidité des enquêtes, des contrôles et des résultats.

En conclusion, du point de vue sanitaire, les anciennes querelles de principe entre abolitionnistes et réglementaristes ne présentent aucun intérêt. Entre les protagonistes systématiques de chaque opinion,

une nouvelle école s'est créée depuis une vingtaine d'années, dont les principes sont les suivants :

Considérer que le but essentiel du médecin est de traiter le plus grand nombre de femmes malades, prostituées ou non, et que tous les moyens peuvent être employés pour arriver à ce but.

Parmi ces moyens, nous mettons en tête les traitements intensifs et réguliers avec les plus modernes médications.

L'éducation et la persuasion par la parole et par les tracts sont les armes les plus efficaces pour attirer les femmes au traitement ambulatoire.

Mais il se trouve dans ce milieu, encore plus que dans tout autre, des récidivistes, des mauvaises têtes, des alcooliques et des esprits faibles, et c'est pour ces causes que, dans les grandes villes, l'inscription paraît la meilleure façon d'assurer la régularité des visites et qu'il convient de garder, en cas de besoin, la possibilité d'une intervention policière.

Ces méthodes, appliquées à Lyon, justifient les circulaires ministérielles qui, de 1919 à 1930, ont recommandé la généralisation de ces principes et ont, jusqu'ici, donné les plus heureux résultats.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
LE DOYEN, NICOLAS
JEAN LEPINE.

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 8 Octobre 1931.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
JOSEPH GHEUSI.

Bibliographie

- ACTON (William). — *Prostitution*, Londres, 1876.
- ALZAC (J.). — Répression de la provocation publique à la débauche. (*Thèse*, Paris, 1914.)
- BARELLA. — *La prostitution considérée dans ses rapports avec le code pénal*. In-8°, 1887. Bruxelles.
- BIZARD. — La réglementation de la prostitution à Paris. (*Paris Médical*, 1922.)
- De la nécessité d'assainir les maisons de prostitution parisienne. (*Annales des Maladies vénériennes*, Paris, 1923, XVIII-354, 367).
- BIZARD et BRALEZ. — Statistique des syphilis contagieuses observées chez les prostituées parisiennes de 1916 à 1921. (*Ann. des Mal. vénériennes*, Paris, 1922, 617).
- BOIRON. — Les régimes et les sanctions de la prostitution dans l'histoire devant le droit, devant l'opinion. Nancy, 1926.
- BUTTE (Dr). — La Commission extra-parlementaire du régime des mœurs (1906).
- La surveillance médicale de la prostitution à Paris pendant la guerre. (*Ann. des Mal. vénériennes*, Paris, 1917, 208-215).
- CARLE (Dr), Médecin Chef du Service Sanitaire, Membre de la Commission de Prophylaxie du Ministère de l'Hygiène. — Réglementation et prophylaxie antivénérienne, quelques réflexions critiques et pratiques. (*Vie Médicale*, N° 88, 25 février 1927.)

- La loi sur la prostitution aux Etats-Unis. Etude comparative et critique. (*Revue française de Dermatologie et de Vénérologie*, N° 1, janvier 1930.)
- La nouvelle loi allemande sur les maladies vénériennes. Etude critique. (*Ann. des Maladies vénériennes*, N° 12, déc. 1929.)
- La prostitution et la santé publique. La nouvelle réglementation de la ville de Grenoble. (*L'Hygiène sociale*, N° 49, 25 janvier 1931.)
- *Prophylaxie antivénérienne*. (Doin, édit., 1924.)
- Essai de prophylaxie anti-vénérienne. (*Congrès de Londres, et Paris Médical*, 1913.)
- CARLE et LACASSAGNE (J.) (D^{rs}). — Le dernier projet de loi vu par des médecins. (*Ann. des Maladies vénériennes*, N° 11, novembre 1928.)
- CLAVERIE. — *Maisons de tolérance et filles publiques*, 2^e édition, 1924.
- Compte rendu de la commission instituée en vue d'étudier la réglementation du service des mœurs à Strasbourg. (*Préfecture du Bas-Rhin*, juillet 1925.)
- DRIVON. — La prostitution à Lyon au xvr^e siècle. (*Lyon Médical*, 1909, 587-589.)
- DUFOUR. — *Histoire de la prostitution* (1854).
- FIAUX (L.). — *La Police des mœurs devant la commission extra-parlementaire du service des mœurs* (2^e édition; Paris, Félix Alcan, 1910).
- GEMAHLING (P.). — L'exemple de Strasbourg. (*Le Relèvement social*, Bordeaux, 1928.)
- GEMAHLING et STROHL. — Les maisons publiques danger public. (*Pro Familia*, Strasbourg.)
- GERBENNE (D^r). — Un essai de réglementation sanitaire de la prostitution. Le Service sanitaire de Lyon. *Thèse Lyon*, 1930.
- GOUGEROT. — Deuxième enquête sur la lutte contre les dangers de la prostitution. (*Ann. d'Hygiène*, Paris, 1918.)

- Surveillance médicale de la prostitution conciliant l'abolitionnisme avec la réglementation. (*Ann. des Mal. vénériennes*, 1924, 182-195.)
- GREGORI (Maurice). — *The European movement for Abolition* (1912).
- HEBART (G.). — Où se prennent les maladies vénériennes ? (*Thèse Paris*, 1906.)
- JEANNEL (Dr J.). — *De la prostitution dans les grandes villes au xiv^e siècle et de l'extinction des maladies vénériennes*, ouvrage précédé de documents relatifs à la prostitution dans l'antiquité. (Paris, J.-B. Baillière et Fils, 1868, 2^e édition, 1874.)
- LECOUR (Dr). — De la répression du métier de souteneur. (*Thèse*, Paris, 1911, Arthur Rousseau.)
- LECOUR (C.-J.). — *La prostitution à Paris et à Londres, 1780-1879* (Paris, Asselin et C^{ie}, 1871).
- *La campagne contre la préfecture de police, envisagée surtout au point de vue des mœurs*. (Paris, Asselin et C^{ie}, 1882, in-12).
- MARTINEAU (Dr L.). — *La prostitution clandestine*. (Paris, Delahaye et Lacrosnier, 1885.)
- MINOD (Henri). — *Simple exposé des buts et des principes de la fédération abolitionniste internationale*. (Genève, 1912.)
- PARENT-DUCHATELET (Dr A. J.-B.). — *De la prostitution dans la ville de Paris, considérée sous le rapport de l'hygiène publique, de la morale et de l'administration*. (Ouvrage appuyé de documents statistiques puisés dans les archives de la Préfecture de Police). (Paris, J.-B. Baillière et Fils, 2 vol., 1857).
- PEPIN (P.). — *La prostitution cause de l'accroissement continu de la syphilis dans la région parisienne*. (*Thèse*, Paris, 1929.)
- LE PILEUR. — *La prostitution du xiii^e au xvii^e siècle* (Paris, 1908).

- POTTET (Eugène). — *Histoire de Saint-Lazare* (Paris, 1912).
- *Rapports présentés à la Conférence internationale de la Fédération abolitionniste*. (Gratz, 22-24 septembre 1924.)
- REGNAULT (Félix). — *L'évolution de la prostitution* (Paris, 1907).
- REUSS. — *La prostitution au point de vue de l'hygiène et de l'administration*. (Paris, 1889.)
- SABATIER. — *Histoire de la législation sur les filles publiques* (1824).
- SPILLMANN et ZUBER. — Syphilis et prostitution à Nancy. (*Revue Médicale de l'Est*, Nancy, 1913, 639-648.)
- STROHL (H.). — *Une expérience décisive : l'abolition de la réglementation à Colmar*.
- VIGNERON (D^r V.-M.-J.). — *La prostitution clandestine à Nancy. Esquisse d'hygiène sociale*. (Thèse, Nancy, 1901.)
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

La prostitution dans l'histoire

CHAPITRE I. — Définition de la prostitution :

1° La prostitution mal inévitable ; 2° Une définition de la prostituée. Définition légale, définition morale ;	
3° Causes de la prostitution.....	15

CHAPITRE II. — Historique de la prostitution en Grèce et à Rome :

1° La prostitution sacrée ; 2° Lois de Solon, maisons de prostitution ; 3° Prostitution libre.....	23
--	----

CHAPITRE III. — Historique de la prostitution en France :

1° Le code Alaric ; 2° Lois de Charlemagne ; 3° Premier essai de tolérance par Saint Louis ; 4° Les ordonnances qui suivirent la loi de Saint Louis ; 5° Ordonnance des Etats d'Orléans (1560). Abolition totale ; 6° Ordonnance royale de 1694. Premier essai de législation ; 7° Ordonnance de Louis XIV (1713) et du lieutenant de police Lenoir (1778) ; 8° La Révolution ; 9° De la Révolution à nos jours.....	29
--	----

CHAPITRE IV. — Principales tendances qui occupèrent, durant le cours du XIX ^e siècle, les congrès. Idées principales. L'abolitionnisme. La réglementation policière	39
---	----

DEUXIEME PARTIE

Les conceptions modernes d'après guerre

INTRODUCTION à la deuxième partie.....	53
CHAPITRE I. — Les moralistes purs. Immoralité des idées et des livres. Education morale et sexuelle. Educa- tion et prophylaxie.....	55
CHAPITRE II. — Les juristes :	
1° Projet de loi Justin Godard ; 2° Arrêté de M. le Maire de Grenoble. Etude critique ; 3° Loi alle- mande. Etude critique.....	63
CHAPITRE III. — Les réglementaristes sanitaires. Le service sanitaire de Lyon. Définition. Historique de 1909 à 1914, de 1919 à 1930. Circulaire du 3 juillet 1929 du D ^r Cavaillon.....	77
CONCLUSIONS	85
BIBLIOGRAPHIE	89



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

00 00 IMPRIMEURS-ÉDITEURS 00 00

00 42, QUAI GAILLETON, 42 00

00 00 00 00 LYON 00 00 00 00



